

T2137-566-8,00 F

101
GALA DE SOUTIEN
AUX INSOUMIS LE 14 MARS 1985
AGECA, A 20 H, AVEC S. UTGE-ROYO

le monde

Libertaire



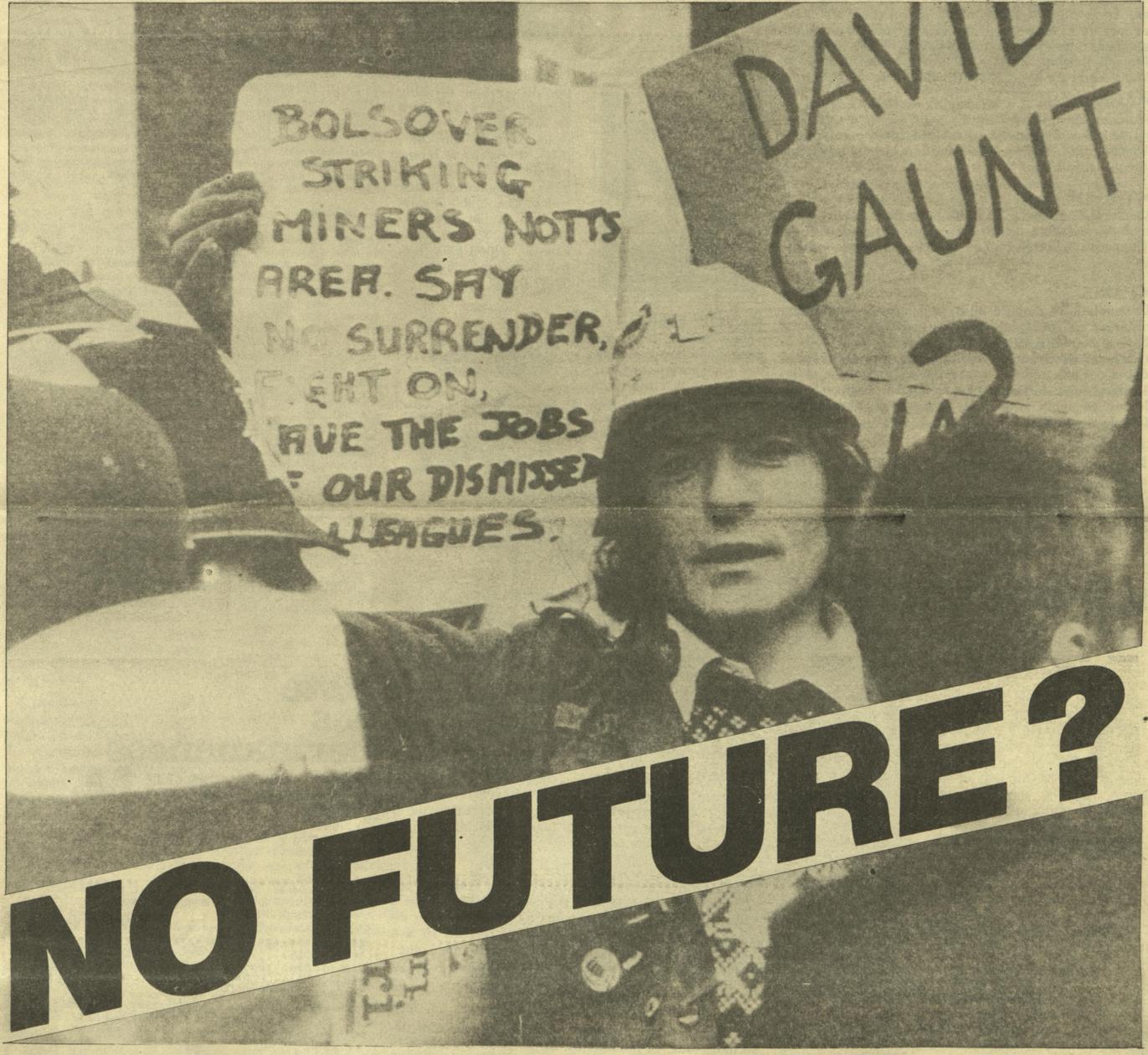
ISSN 0026-9433

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N° 566 JEUDI 13 MARS 1985 8,00 F

LUTTE DES MINEURS BRITANNIQUES



PEROU

Fusils contre arcs dans l'Amazonie péruvienne 40 Indiens massacrés.

PAGE 8

JAPON

Deux anarchistes incarcérés pour avoir profané l'effigie d'Hiro-Hito.

PAGE 9

SOCIAL

Quand la classe ouvrière est désarmée par les syndicats réformistes...

PAGE 12

F^oP. 2520

débats

• TOULON

Le groupe Région toulonnaise assure une émission d'expression anarchiste « Encre noire », ainsi qu'une émission sur la prison « Passe-Muraille » chaque dimanche de 21 h à 23 h 30 sur Radio-Pais, 91.5 MHz (Toulon et région).

Contact : « Encre noire », c/o Radio-Pais, B.P. 75, 83501 La Seyne-sur-Mer cedex. Tél. : (94) 06.00.51.

• CHELLES

Le samedi 23 mars 1985, le groupe Sacco-Vanzetti organise une projection-débat d'information sur la lutte des mineurs anglais en grève depuis près d'un an. Deux films documentaires tournés sur les lieux mêmes de la lutte seront projetés et suivis d'un débat animé par deux militants de la C.N.T.-A.I.T.

Projection-débat, à 20 h 30, au local du groupe, 1 bis, avenue Emilie, 77500 Chelles (près de la gare).

• AUBENAS

Mercredi 20 mars, à 20 h 30, salle du pesage de l'hôtel de ville, réunion-débat, table de presse et projection d'un film. Thème de la soirée : « Les anarchistes : que veulent-ils ? »

• TOURNON

Vendredi 22 mars, à 20 h 30, salle de la mairie, réunion-débat, table de presse et projection d'un film. Thème de la soirée : « Les anarchistes : que veulent-ils ? ».

• PARIS

Le vendredi 29 mars, à 20 h, le groupe Louise-Michel organise en son local, au 10 rue Robert-Planquette, Paris 18^e (métro Blanche) une réunion-débat dans le cadre des conférences : « L'anarchie et la société moderne ». Cette réunion aura pour thème : « La radio, la télévision : le monopole, la liberté d'expression et le service public », avec la participation d'un travailleur de l'ex-O.R.T.F.

• BREST

Le groupe Les Temps nouveaux de Brest organisera, à 20 h 30, le vendredi 22 mars, au centre social de Bellevue (cinéma Le Xénon) une réunion-débat sur le thème : « Chômage, crise, désillusions : isolement ou organisation ».

éditions

• AFFICHE

Cette affiche est disponible à la librairie du Monde libertaire. Format : 54,7 x 42,5 cm. Son prix : 0,70 F l'unité à partir de 10 exemplaires, 5 F l'unité au-dessous. Faites connaître votre radio, elle a besoin de tous pour vivre !



• AFFICHE



• « VOIE LIBRE »

« Voie libre » n° 6 (organe anarcho-syndicaliste des transports) est paru, en vente à la librairie du Monde libertaire, au prix de 6 F. Abonnements : 10 numéros, 50 F, et en soutien, 80 F. Chèques à l'ordre de Gerot, C.C.P. n° 0 65 60 85 S 020, Paris.

Une affiche a été éditée par le groupe de Lille (format : 35 x 47). Tarif de soutien : 5 F l'unité (frais de port non compris). Pour toute commande : F.A., B.P. 4, 59651 Villeneuve-d'Ascq cedex. Disponible également à la librairie de l'Idée libre, 38, rue Jules-Guesde, 59000 Lille (métro Wazemmes), tél. : 57.37.06.



sommaire

PAGE 2 : Activités des groupes F.A. — PAGE 3 : Edito, Grève des mineurs britanniques — PAGE 4 : Le « Progrès de Lyon », Les frères Willot, Ducellier, Répression syndicale — PAGE 5 : Insoumis, les arrestations continuent, Soutien : mode d'emploi, Deux « otages » en procès — PAGE 6 : Contre Action directe et contre l'Etat — PAGE 7 : Nouvelle-Calédonie : a quand la solution finale, Plus indépendantiste que moi, tu meurs — PAGE 8 : Pologne blues, Un tracteur pour la Martinique, Colonialisme interne au Pérou — PAGE 9 : Les iconoclastes de l'empire du soleil levant, Répression en Grèce, Portugal : l'alternative anarchiste — PAGE 10 : L'« Ecole émancipée » — PAGE 11 : Mort d'une librairie alternative, Programmes R.-L., Notes de lecture, Théâtre — PAGE 12 : La classe ouvrière désarmée.

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot 75011 Paris, tél. 805.34.08.

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger
3 mois 13 n°	85 F	95 F	120 F
6 mois 25 n°	155 F	180 F	230 F
1 an 50 n°	300 F	335 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145, rue Amelot 75011 Paris (France)

Nom Prénom

N° Rue

Code postal Ville

A partir du n° (inclus) Pays

Abonnement Reabonnement Abonnement de soutien Règlement (à joindre au bulletin)

Chèque postal Chèque Langue Mandat lettre (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre poste

La librairie du Monde libertaire
145, rue Amelot
75011 Paris
est ouverte
du lundi au samedi
de 10 h à 19 h 30

communiqués

• HAUTE-SAÔNE

Le groupe Kronstadt vient de se constituer sur Gray et prie tous les sympathisants et les libertaires de la région de le contacter par le biais des Relations intérieures qui transmettront.

• POITIERS

Le groupe Berkman vient de se créer sur Poitiers. Pour le contacter : C.E.R.I.L., B.P. 166, 86004 Poitiers cedex. Le groupe tient une table de presse tous les dimanches matin au marché de la Z.U.P., de 10 h à 12 h. Il participe à l'émission « Cactus » du Collectif libertaire tous les mercredis de 13 h à 14 h sur R.P.O.-Forum (90 MHz).

• LILLE

Les permanences du groupe de Lille se tiendront désormais tous les dimanches, de 10 h 30 à 13 h, à la librairie de l'Idée libre, 38, rue Jules-Guesde, 59000 Lille (métro Wazemmes), tél. : (20) 57.37.06. Adresse postale du groupe : F.A., B.P. 4, 59651 Villeneuve-d'Ascq cedex.

• MORBIHAN

La liaison Morbihan vous annonce sa création. Toutes les personnes intéressées par la « délépénisation » et autres actions hygiéniquement libertaires sont priées de prendre contact avec les Relations intérieures qui transmettront.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 24, rue des Rigoles, Paris 20^e
Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (M^o République)
Tél. : 805.34.08

liste des groupes f.a.

• PROVINCE

• GROUPE

Aisne : Anizy-le-Château — Allier : Moulins — Alpes-Maritimes : Nice — Ardèche : Aubenas — Bouches-du-Rhône : Marseille — Calvados : Caen — Charente-Maritime : Marennes/Rochefort — Côte-d'Or : Dijon — Doubs : Besançon — Finistère : Brest — Gard : Groupe du Gard — Haute-Garonne : Toulouse — Gironde : Bordeaux (2 groupes) — Hérault : Béziers — Ile-et-Vilaine : Rennes — Indre-et-Loire : Tours — Jura : Dole — Loire : Le Puy — Loire-Atlantique : Nantes — Lot-et-Garonne : Agen — Maine-et-Loire : Angers, Saumur — Manche : Cherbourg — Marne : Reims — Moselle : Metz — Nord : Lille — Oise : Beauvais — Orne : Fiers/La Ferté-Macé — Pas-de-Calais : Boulogne — Pyrénées-Orientales : Perpignan — Rhône : Lyon — Haute-Saône : Gray — Sarthe : Le Mans (2 groupes) — Seine-Maritime : Rouen, Dieppe — Somme : Amiens — Var : Groupe Région toulonnaise — Yonne : Auxerre.

• LIAISONS

Alpes-Maritimes : Cannes-la-Bocca — Ardèche : Tournon — Ardennes : Charleville-Mézières — Aveyron : Sainte-Affrique, Millau — Charente : Angoulême — Charente-Maritime : Saintes — Cher : Vierzon — Corse : Ajaccio — Côtes-du-Nord : Lamballe, Saint-Brieuc — Dordogne : Périgueux — Doubs : Haut-Doubs — Eure : Evreux, Roulot — Eure-et-Loire : Chartres — Finistère : Quimper — Hérault : Montpellier — Isère : Bourgoin-Jallieu — Jura : Roche-lez-Beaupré — Loir-et-Cher : Blois — Haute-Loire : Est Haute-Loire — Lot : liaison du Lot — Mayenne : Laval — Meurthe-et-Moselle : Nancy — Oise : Noyon — Bas-Rhin : liaison du Bas-Rhin — Savoie : Chambéry — Tarn : Albi — Var : Hyères — Vendée : La Roche-sur-Yon — Vienne : Chatellerault, Poitiers — Haute-Vienne : Nord Haute-Vienne — Vosges : liaison des Vosges.

• RÉGION PARISIENNE

• GROUPE

Paris : seize groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1^{er}, 3^e, 4^e, 5^e, 9^e, 10^e, 11^e, 12^e, 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 18^e, 19^e, 20^e.
Banlieue : Seine-et-Marne : Coulommiers, Chelles/Gagny/Neuilly-sur-Marne, Melun — Yvelines : Conflans-Sainte-Honorine, Versailles — Essonne : Vallée de Chevreuse/Rambouillet, Corbeil — Hauts-de-Seine : La Défense/Courbevoie/Nanterre/Puteaux, Villeneuve-la-Garenne/Saint-Ouen, Fresnes/Antony — Seine-Saint-Denis : Bobigny/Pantin/Aubervilliers, Drancy, Epriay-sur-Seine, Montreuil/Rosny-sous-Bois, Sevran/Bondy — Val-de-Marne : Villejuif/Vitry, Créteil — Val-d'Oise : Argenteuil/Colombes, Cergy-Pontoise.

• LIAISONS

Banlieue : Yvelines : Mantes-la-Jolie — Seine-et-Marne : Melun.
• LIAISONS PROFESSIONNELLES :
O.R.T.F., R.A.T.P., S.N.C.F., Route, Travailleurs de l'éducation, B.N.P.

liste des permanences des groupes f.a.

• AISNE

Groupe d'Anizy-le-Château : permanences les lundis de 19 h à 20 h, salle communautaire du Moulin de Paris, Merlieux, 02000 Laon, tél. : (23) 80.17.09.

• ARDECHE

Groupe d'Aubenas : permanence de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.

• BOUCHES-DU-RHÔNE

Groupe de Marseille : permanence le samedi de 14 h à 17 h, 3, rue de la Fontaine-de-Caylus, 13002 Marseille.

• CALVADOS

Groupe de Caen : permanence le mardi de 17 h à 19 h, au C.E.S., 156, rue Caponière, 14000 Caen-Detolle.

• CHARENTES-MARITIMES

Groupe « Michel-Bakounine » : permanences tous les jeudis de 20 h 30 à 21 h 30, Maison des syndicats, salle n°2, 2, rue de la Touche-Tréville, 17300 Rochefort.

• CÔTES-DU-NORD

Liaison de Saint-Brieuc : permanence tous les samedis de 10 h à 11 h 30 au marché, face à la Poste, lors de la vente du « Monde libertaire ».

• DOUBS

Groupe « Proudhon » de Besançon : permanences tous les mercredis de 16 h à 19 h, au 77, rue Battant, à Besançon.

• FINISTÈRE

Groupe « Les Temps nouveaux » de Brest : permanence le 3^e samedi de chaque mois, de 10 h à 12 h, au centre social de Pen-Ar-Creach, rue du Professeur-Chrétien.

• HAUTE-GARONNE

Groupe « Albert-Camus » de Toulouse : permanence dans les locaux du G.E.A.C., au 1 bis, rue Gramat, le jeudi de 18 h à 20 h ; et le dimanche de 10 h 30 à 12 h, à sa table de presse au marché Saint-Sernin.

• GIRONDE

Groupe « Buenaventura-Durruti » de Bordeaux : permanence du groupe chaque jeudi, de 20 h à 21 h, au 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.

• HÉRAULT

Groupe de Béziers : permanence le vendredi de 15 h à 18 h sur les Allées, au cours de la tenue de la table de presse.

• ILLE-ET-VILAINE

Groupe de Rennes : permanence le mardi à partir de 20 h, à la M.J.C. La Paillette.

GRÈVE DES MINEURS BRITANNIQUES UN EXEMPLE A SUIVRE !

Il y avait beaucoup de monde à l'enterrement des mineurs britanniques, en grève depuis près d'une année. Tous, bien pressés de jeter leur poignée de terre afin que disparaissent des mémoires l'espoir qu'avait soulevé cette lutte. Il n'est pas dans notre habitude d'être dithyrambique sur un mouvement social qui échappe presque totalement à l'influence des principes anarchistes dans son esprit comme dans la conduite de ses actions ; et le soutien moral comme financier accordé aux grévistes n'allait pas sans réserves. Mais il faut reconnaître la valeur incontestable de cette grève car elle fut loin d'être une addition d'intérêts particuliers. Bien au contraire. Et ceci justifiait largement tout engagement, si minime soit-il. Ne pas le faire, ne pas l'avoir fait plutôt, faisait preuve d'un aveuglement coupable, d'une indifférence finalement complice de l'adversaire qu'affrontaient les mineurs britanniques.

Le lendemain et surlendemain du dimanche 3 mars, toutes les voix concernées peu ou prou par ce conflit se firent entendre. Les commentaires, préparés depuis longtemps, sont tous allés dans le même sens. L'échéance, sans cesse reculée, ne modifia en rien la substance des analyses, prêtes à servir. Pour être clair, les éditoriaux des presses nationales anglaise, française ou espagnole auraient pu être publiés en mai 1984.

L'unanimité à reconnaître la fin d'une époque, celle du syndicalisme britannique et à qualifier d'humiliante la défaite subie fait l'impassé sur les enseignements à retirer de ce conflit. Comme les efforts, risibles, qui visent à limiter et circonscire celui-ci au seul Royaume-Uni, dissimulent mal la crainte, voire la peur, d'une éventuelle contagion.

La fin de la lutte

Dimanche 3 mars, 98 délégués ont décidé d'adopter la motion de la région des Galles du sud visant à la reprise en masse du travail sans avoir conclu le moindre accord avec le N.C.B. (National Coal Board). L'abondance des résolutions, mais surtout l'acharnement avec lequel elles ont été défendues donna à cette assemblée générale extraordinaire un caractère dramatique. Les enjeux furent réduits au chiffre de deux. L'arrêt de la grève et la question du réembauchage des mineurs licenciés. La proposition du Kent — la grève doit continuer — fut rejetée par 170 voix contre 19.

Restaient en balance les motions de l'Ecosse et des Galles du sud sur l'amnistie. La première souhaitait conditionner la reprise du travail à cette revendication tandis que la seconde prévoyait des négociations locales après le retour à

l'activité normale de production.

Les résultats des votes sur la résolution des Galles du sud :

Pour	
Régions.....	Votes
Cokemen.....	5
Cosa.....	17
Cumberland.....	11
North Derby.....	11
Durham.....	12
North West.....	8
Northumberland.....	6
North Wales.....	2
South Wales.....	22
Group 1.....	9
Power group.....	5

Contre	
Régions.....	Votes
Yorkshire.....	59
Kent.....	3
Midlands.....	13
Ecosse.....	12
Group 2.....	4
Résultats : 98 pour et 91 contre.	

Des consultations locales dans les régions du Kent et de l'Ecosse amenèrent, c'était prévisible, ces deux bastions à continuer la lutte. Volonté d'autant plus affermie devant l'intransigeance de McGregor et Thatcher quant à leur refus de réembaucher les grévistes licenciés pour « infraction à la loi ».

Neil Kinnak, secrétaire du Labour Party (parti travailliste), s'est cru obligé d'abonder dans le sens de ses maîtres, en déclarant qu'il était impossible d'amnistier les coupables de crimes graves (sic). Les tomates qu'il a prises dans la gueule en disant cela vont lui permettre d'ouvrir un magasin d'alimentation.

Quoi qu'il en soit, le *Monde libertaire* tiendra ses lecteurs informés du suivi de ce conflit car il n'est pas terminé ! D'affrontement direct, la lutte va prendre le caractère de guérilla. Scargill est on ne peut plus clair là-dessus. La fermeture des cinq puits dans l'immédiat, puis des autres qui ont souffert du non-entretien, du sabotage, tout simplement de l'inactivité, ne passera pas comme une lettre à la poste.

Thatcher et Kinnock défaite des mineurs

Parmi les raisons qui expliquent la défaite du mouvement de grève, seules deux méritent l'attention. A bien y réfléchir, les erreurs qu'auraient commises le N.U.M. sont insignifiantes et pèsent bien peu dans l'aboutissement de cette lutte.

Scargill, Heathfield et Mac Gahey ont conduit la grève comme il le fallait, appréciant avec clairvoyance les rapports de force qui s'établissaient. C'est reconnaître leurs compétences que de dire cela. Rien de plus. Le jusqu'au boutisme reproché à Scargill n'est, mais il fallait être sur place pour le savoir, que la représentation fidèle des positions des grévistes.

Pour mémoire, il est à rappeler qu'une sélection douteuse

eut lieu dans les propositions de solidarité et ce de la part des structures intermédiaires syndicales. Des comités de soutien impulsés par les libertaires anglais et écossais se sont vu, parfois, refuser l'expression de leur solidarité, notamment financière. Cela tenait plus d'un excès de zèle bureaucratique (contrôle du mouvement par les communistes) qu'à une volonté discriminatoire.

Les mineurs britanniques se sont heurtés à Thatcher. Sa politique de modernisation de l'appareil productif passe obligatoirement par l'écrasement de toute velléité d'opposition. *Le Monde libertaire* (n° 557) faisait état du rapport Riddley, envisageant dès l'arrivée des « tories » (conservateurs) au pouvoir une confrontation à grande échelle, avec les organisations ouvrières. Dans une fin de prévention, puis de répression, des recommandations ont été faites, notamment dans le domaine du main-



Thatcher : « Les mineurs, ils n'ont pas eu ça ! »

tien de l'ordre public. L'utilisation d'un éventail impressionnant de techniques de répression pendant cette grève démontre que rien n'a été laissé au hasard. La stratégie est celle employée depuis 5 ans maintenant (Brixton, Toxteth, « Stop the city », etc.). La lecture d'un manuel confidentiel nous fournit le secret de la réussite des forces de police dans le contrôle coercitif lors de cette grève. Trois clés qui sont la flexibilité tactique, l'augmentation de l'entraînement et la capacité de transférer des milliers de flics d'un point à un autre. L'adaptation aux événements (protestation pacifique ou émeute) est laissée à l'initiative de chaque unité de police, coordonnée avec

Editorial

C'EST parti ! La nation est aux abois, les citoyens aux urnes, et les politiciens aux anges. La première d'une série de foires aux voix, les cantonales, est entamée. C'est à peine si l'on ose, sur la pointe des pieds, entre deux tours, se gausser de telles saynètes, tant leur audience est démesurée. Pensez donc ! Il s'agit d'institutions, comme le loto, le tiercé et Philippe Sollers, et, comme eux, elles bénéficient d'un quasi-monopole télévisé, radiophonique et de presse.

Propos de minoritaires ? Mais les votants, que sont-ils auprès des non-inscrits et des immigrés (qui n'ont pas droit à ce cirque) et des abstentionnistes, voire des bulletins blancs ou nuls ? Représentent-ils seulement un tiers de la population qui aurait pu voter ? Et combien sont-ils par rapport à la population globale...?.. sans compter leur division ! (Ça, c'est normal, c'est toute la raison d'être du jeu.)

Mais franchement ! Pousser le vice jusqu'à tout mettre en œuvre pour nous intéresser au détail de la course (l'âge, la robe, le palmarès du cheval, souvent même celui de son entraîneur), cela cache quelque chose. S'il y a des chômeurs en trop, qu'on nous le dise.

Et comme c'est efficace, la propagande avec ces moyens-là ! Faites-en l'expérience. Demandez à un votant serein, son devoir assouvi, s'il sait ce qu'il y avait à élire aux cantonales ! Par la même occasion, au cours d'un débat sur l'abstentionnisme au cours duquel il se racrochera sans aucun doute à sa position de résigné, vous lui ferez à tout coup avouer qu'il vote même aux sénatoriales !.. La misère, quoi ! La vie pourrait être si belle...

Il ne reste qu'à s'excuser auprès des mineurs britanniques et d'ailleurs, auprès des Chiliens, des Sud-Africains, des Soviétiques, des embastillés de tout bord, des battus de tout poil et de tout sexe, auprès des exploités de tous côtés. Qu'ils taisent leurs douleurs et lèchent leurs plaies en silence. Que l'émoi se fasse pudique et leur possible révolte discrète. La disponibilité à ses bornes, la France à ses urnes.

conduite de la lutte, le T.U.C. s'est contenté du strict minimum. Willis et la direction syndicale n'ont pas mobilisé outre mesure les quelque dix millions d'adhérents. La volonté de limiter les dégâts s'est faite jour car les préoccupations des dirigeants syndicaux du T.U.C. sont tout autres que celles de la base. La claquette électorale encaissée par le Labour Party aux dernières élections a marqué, semble-t-il, pour les observateurs attirés la sanction d'une orientation gauchiste (radicaliste) par l'électorat anglais. Des consignes sont passées qui disaient en substance : Thatcher se conforte d'un consensus plus qu'élargi, le patronat a les mains libres, le repli frileux, les corporatismes exacerbés, tout ceci doit nous amener à faire le gros dos en attendant des jours meilleurs. D'ici là, prenons garde d'effrayer l'électeur. L'agitation tout terrain, la participation quasi mécaniste dans tous les fronts de lutte, ont cédé la place à une discrétion qui nous serait bien égale si les mineurs n'en avaient pas subi les effets (le T.U.C. est le croupion du Labour Party).

Le silence du N.U.M. sur la pratique du T.U.C. va se rompre : l'accord tacite de se taire pour ne pas nuire à l'unité apparente de la lutte n'étant plus valable... Les leçons que cette grève nous donne sont particulièrement assimilables. Si un an de grève n'a pas réussi à faire plier Thatcher, que penser de toute autre lutte qui n'aurait pas cette envergure ? Enfin, le développement de cette grève par les mineurs, de façon autonome — parce que contraints ! —, la mise en pratique de l'action directe, la gestion de leur quotidien de grévistes, l'ouverture au monde de leur conscience sont des exemples qui pourraient être bien suivis.

Hervé

en bref...en bref...

• Le samedi 16 mars, à Tours, l'Union pacifiste de France organise une permanence d'information sur l'objection de conscience, de 17 h à 19 h, à la coopérative écologique, passage Eugène-Durand. Une réunion-débat aura lieu le même jour, à 20 h 30, sur le thème de l'objection de conscience avec la participation de Maurice Montet, de l'U.P.F.-F.O.L., 57, boulevard Heurteloup, Tours.

• Lors de la dernière réunion de la commission administrative nat., les 2 et 3 février 1985, la Libre Pensée a adopté une motion sur la Nouvelle-Calédonie : « La fédération nationale souhaite que s'engage un processus pacifique entre les parties concernées, sans préjudice de l'issue de la consultation électorale prévue. Elle condamne toutes les tentatives visant à maintenir l'ordre d'une société par des déploiements de forces occultes reposant sur les privilèges capitalistes. »

• Le collectif Enfer du Nord (c/o Otages) informe que le procès concernant l'affaire J.-P. Mouille aura lieu le 20 mars, à 9 h, devant la cour d'assises du palais de justice de Douai. Pour infos complémentaires : contacter le collectif Enfer du Nord, c/o Otages, B.P. 37, 59651 Villeneuve-d'Ascq cedex. Tél. : (20) 91.68.20.

• Le réseau Information-Santé organise une réunion-débat le jeudi 28 mars, à 20 h 30, sur le thème : « La condition de l'enfant dans les institutions : écoles, D.D.A.S.S., orphelinats, centres de rééducation, centres d'apprentissage, foyers... » à l'Athénée municipale de Bordeaux, avec la participation de Jules Brunin et Aïsha Bernier. Pour toute information : Réseau Information-Santé, 61, rue Pauly, 33130 Bègles.

• Le n° 6 d'Article 31 est paru ! Au sommaire : l'extrême droite et les cantonales, les attentats fascistes en 1984, dossier : l'extrême droite en Angleterre, et comme d'habitude des tonnes d'infos sur l'extrême droite partout dans le monde. Article 31, c/o S.E.P., 1, rue Keller, 75011 Paris. Abonnement : 150 F (ou plus, pour soutien), chèque à l'ordre de J. Grobety.

LE « PROGRÈS DE LYON » ET HERSANT

DANS le monde de la presse, qui peut faire cavalier seul entre la nébuleuse socialiste et le groupe Hersant ? « Même pas moi ! », peut aujourd'hui dire Jean-Charles Lignel, président-directeur général du Progrès de Lyon.

Par décision de justice, les rotatives du Progrès devaient être vendues aux enchères pour payer les dettes que Lignel a vis-à-vis du Dauphiné libéré ou plutôt de sa société de photocomposition Aigles (1). Samedi 2 mars, le directeur du Progrès de Lyon n'a pas hésité à faire rempart de son corps face à l'huissier.

Ce dernier n'était pas seul, il était accompagné de l'« état-major » du Dauphiné libéré lié désormais au groupe Hersant. Lignel ne serait-il que le dernier des Mohicans dans la presse régionale ? Ce patron de presse à l'allure juvénile manque de sous pour payer sa dette à Aigles (12 millions de francs) et l'agence Havas lui devrait 35 millions de francs correspondant à des traites qu'elle ne veut pas honorer. La régie Havas (contrôlée par l'Etat) et le socialisant P.-D.G. du Progrès de Lyon n'ont pas su s'entendre face à Robert Hersant.

Le cas de figure n'est pas nouveau. Le Matin, quand il était sous la houlette de Perdiel, n'avait pas droit au label de l'Elysée socialiste. Etant mis à l'index, il n'avait pas reçu de subsides gouvernementaux comme Libération ou le Quotidien de Paris (2).

De mauvais esprits ont dit à l'époque du débat au Parlement sur la liberté de la presse et sur le projet de loi anti-trust que le projet gouvernemental était un coup d'épée dans l'eau. En effet, Robert Hersant restait intouchable et Gaston Defferre était toujours préservé...

Dans le combat que se livrent les forces politiques pour le contrôle des médias, il n'y a pas d'un côté les bons socialistes défenseurs de la liberté de la presse et de l'autre Robert Hersant, le vilain colabo. Il y a tout simplement des patrons de presse qui veulent rentabiliser, moderniser leurs entreprises, c'est-à-dire licencier du personnel...

L'expérience de Radio-Libertaire nous a montré et nous montre encore que le concept de liberté est bien étriqué pour ceux qui ont comme but politique la conquête du pouvoir d'Etat. L'affaire de J.-C. Lignel nous montre qu'entre eux les politiciens ne sont pas tendres.

Géronimo

(1) Célébre en son temps (1977) pour la grève des claustraux qui étaient sous-payés. Grève qui avait été soutenue du bout des lèvres par les rotativistes syndiqués. Mais c'est une autre histoire...

(2) Rendons à César ce qui est à César : le directeur du « Quotidien de Paris » Philippe Tesson avait refusé les sous ! Il est vrai qu'avec le « Quotidien du médecin » de sa charmante épouse...



DUCELLIER C.G.T. OU P.C. ?

« N OUS continuerons notre combat jusqu'à ce que soit rapportée la décision inique, indigne et déshonorante pour notre pays que constitue le licenciement des cinq militants ouvriers. » Il s'agissait des délégués C.G.T. de Ducellier-Auvergne dont le ministère du Travail a autorisé les licenciements. Il ne s'agissait pas des propos d'un responsable syndical intervenant auprès des pouvoirs publics pour la réintégration de ses camarades, mais de ceux de Roland

Leroy, directeur de l'Humanité.

Ce n'est pas nous, bien sûr, qui interdiront à des communistes d'intervenir dans la vie politique en tant que tels, mais il convient tout de même de s'interroger sur les raisons de ce choix. D'un cas de répression syndicale, on a fait un cheval de bataille politique. D'une atteinte aux libertés syndicales, on a fait une défense des droits de l'homme.

Cantonales obligent, avec la délégation à l'hôtel Matignon

conduite par Roland Leroy, il y avait des membres du comité central, des sénateurs, les secrétaires des fédérations du P.C.F. du Puy-de-Dôme et de Haute-Loire...

On entend dire à l'intérieur de la C.G.T. que seule la centrale de Krasucki se bat et que dans cette même C.G.T., seuls les communistes se battent... Alors si on suit ce raisonnement, on peut se demander à quoi sert pour le P.C. l'organisation syndicale ! Mettre en avant un parti politique au lieu de la C.G.T., c'est changer le terrain du conflit pour la réintégration des délégués de Ducellier. A quand une riposte nationale contre les atteintes aux droits syndicaux ?

A un combat pour préserver des acquis du mouvement ouvrier, il a été préféré de s'intégrer dans la bataille P.C.-P.S. À Ducellier-Auvergne, les cinq licenciés avaient pourtant bien été élus en tant que délégués de la C.G.T. Esprit du syndicalisme, où es-tu ?

Thierry Gr Pierre-Besnard

LE VILAIN CAPITALISME AU PILORI LES FRÈRES WILLOT

Y VON Gattaz, patron du C.N.P.F., a indiqué dernièrement qu'il recevrait séparément les « quatre organisations syndicales (C.F.D.T., F.O., C.G.C. et C.F.T.C.) qui en ont fait la demande à partir du 18 mars ». Et de vous embaumer cela dans des considérations mielleuses sur les bonnes initiatives « pouvant favoriser le dialogue social ». Le coup manqué de décembre 1984 est resté en travers de la gorge du patronat et l'occasion est trop belle pour tenter d'isoler la C.G.T. L'inconnue est de taille : l'Elysée est-il dans le stratagème ?

Aujourd'hui, les quatre frères Willot doivent répondre devant la justice de treize inculpations sur la banqueroute de leurs deux holdings : Agache-Willot et Boussac-Saint-Frères. Les méthodes financières de la « bande des quatre du textile » sont assez particulières. Ainsi au tribunal, on leur a fait remarquer : « Il semble que vous avez acheté vos sociétés sans les payer sur des fonds propres, mais en utilisant même la trésorerie de ces sociétés une fois entrés dans votre groupe. »

Pourquoi, en ce début 1985, où l'on vante pourtant l'esprit



Mais tout cela, ce n'est que du patronat à la sauce flexibilité, l'actualité a mis dernièrement ses feux sur ce que certains appellent les derniers représentants du capitalisme sauvage : les frères Willot.

Ceux-ci (surnommés les frères Dalton) se sont depuis longue date taillés un empire dans le textile et ses dérivés au sens large du terme. Du rachat du Bon Marché, de la Belle Jardinière et de Saint-Frère avant 1974, en passant par Conforama en 1979, on en arrive en 1980 à la reprise de la société Boussac.

d'entreprise et l'effort national, Antoine, Jean-Pierre, Bernard et Régis Willot se retrouvent devant un tribunal correctionnel ? Les pouvoirs publics auraient-ils à cœur de montrer du doigt les tenants d'un « vilain » capitalisme pour mieux nous en faire accepter les principes ?

Capitalisme privé, capitalisme d'Etat ou capitalisme sauvage ne sont que les avatars de l'exploitation de l'homme par l'homme. On attend Gattaz à la barre pour défendre les Willot !

F.B.

RÉPRESSION SYNDICALE (SUITE)

L A série des atteintes aux droits et à l'exercice syndical n'est hélas ! pas terminée et il semble que le patronat soit décidé à trouver n'importe quel prétexte pour arriver à ses fins coercitives. Nous n'en voulons pour preuve que l'usine Marcel-Dassault de Boulogne (Hauts-de-Seine) où la direction est allée jusqu'à rechercher des faits datant du 19 décembre 1984.

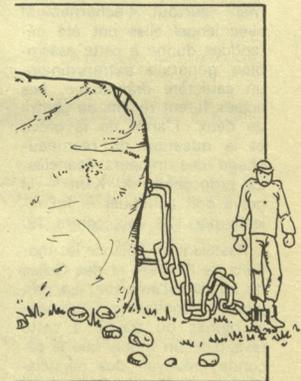
Ce jour-là, l'entreprise étant en grève, les salariés se sont rendus — à l'appel de la section syndicale C.G.T. — dans la salle de réunion où devait se tenir le comité d'établissement afin d'obtenir de la part de la direction l'ouverture de négociations. A la suite de cette « manifestation », une plainte a été déposée par la direction contre 14 syndiqués C.G.T. pour « atteinte au fonctionnement du C.E. », alors que le personnel s'était retiré sans aucun incident.

Le comble a été atteint lorsque, lundi 4 mars, le délégué syndical de l'entreprise a été convoqué au commissariat de son arrondissement pour y su-

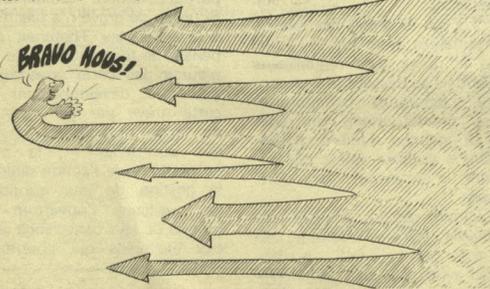
bir un interrogatoire sur son identité, ses activités syndicales dans l'usine... avec comme motif : « Infraction au code de travail » !

Face à cette nouvelle attaque, la riposte des travailleurs doit être d'autant plus forte et conséquente qu'elle se heurte à un patronat décidé à sortir du cadre de l'entreprise pour déborder au niveau des juridictions civiles.

Liliane



AVANT-GARDE AUTO-PROCLAMÉE



INSOUMIS LES ARRESTATIONS CONTINUENT

C'EST l'hécatombe. En l'espace de quelques semaines, six réfractaires au service militaire viennent de faire les frais des rigueurs conjointes de l'armée et de la justice. Après les procès de Patrick Aguiar à Paris et Fabien Duplaa à Bordeaux, ce sont les arrestations de Thierry Maricourt à Amiens, Serge Beausoleil à Périgueux, Guy Uet à Toulouse et Dominique Seel à Pontarlier.

En grève de la faim depuis plus d'un mois, Serge et Thierry sont aujourd'hui dans un état alarmant à l'hôpital-prison de Fresnes.

Le 23 janvier, Patrick Aguiar, incarcéré depuis septembre 1984, comparait devant la 10^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris pour insoumission et refus d'obéissance. Verdict : 15 mois ferme.

Le 3 février, dur réveil pour Fabien Duplaa, insoumis depuis près de deux ans. Arrêté à son domicile par les gendarmes de Tocane-Saint-Apre, il est conduit à la caserne du 5^e chasseur de Périgueux, où il est placé aux arrêts et à l'isolement.

Six février : Thierry Maricourt, condamné le 26 octobre 1983 à six mois ferme pour insoumission, se présente à la gendarmerie d'Amiens. Le soir même, il est écroué à la maison d'arrêt et entame une grève de la faim illimitée. Six février toujours : Fabien Duplaa est transféré de Périgueux à Bordeaux où il comparait à la sauvette devant le tribunal correctionnel sans avoir pu ni joindre sa famille ni choisir son avocat. Verdict : 15 mois ferme.

Le 13 février, c'est au tour de Serge Beausoleil d'être arrêté à son domicile. Condamné en 1984 à six mois de prison pour insoumission, il est conduit à la maison d'arrêt de Périgueux où il entame, lui aussi, une grève de la faim illimitée.

Le 25 février : Guy Uet, insoumis depuis 1983, est arrêté à Toulouse au cours d'un contrôle d'identité. Conduit à la

gendarmerie locale, il est transféré le lendemain à la caserne d'Angoulême où il est placé aux arrêts. Vingt-cinq février encore, Dominique Seel, insoumis depuis décembre 1984, est arrêté au domicile de ses parents à Pontarlier. Conduit à la caserne par les gendarmes, il refuse l'uniforme qu'on lui présente. Inculpé de refus d'obéissance, il est immédiatement écroué à la maison d'arrêt de Dijon.

Six ! Ils sont six, à l'heure qu'il est, à être engagés pour n'avoir pas voulu ni marcher au pas ni apprendre à tuer. Ils sont six à tourner en rond dans une cellule grise, à faire les cent pas d'une porte verrouillée à une fenêtre grillagée. Ils attendent. Ils écoutent. Ils espèrent. Ils sont aux aguets derrière les murs-angoisse de la prison. Ils sont engagés mais ils restent debout, fidèles à leurs convictions. Ils sont engagés mais ils se battent encore, ils se battent toujours.

Thierry et Serge ont jeté dans la bataille qui les oppose à l'armée et à la justice leur dernière carte, leur ultime joker. Ils sont tous deux en grève de la faim illimitée depuis plus d'un mois. C'est dur. Très dur. Les journées sont interminables, paraît-il et les souffrances physiques se font chaque jour plus douloureuses.



Aux dernières nouvelles, ils avaient perdu une dizaine de kilos chacun et Thierry commençait à avoir des problèmes rénaux tandis que Serge souffrait de complications pulmonaires. Ils serrent les dents et ils continuent. Ils sont actuellement à l'isolement mais les messages qu'ils nous font malgré tout parvenir sont pleins d'espoir. Ils y croient. Ils croient en eux, en leur détermination. Ils croient en nous aussi, à notre soutien sans relâche, à notre solidarité tous azimuts. Mais il ne s'agit pas de faiblir. Maintenant, c'est une question de jours, d'heures peut-être. Il faut qu'ils sortent. Il faut les sortir. A tout prix. Avant que le bras de fer qu'ils ont engagé contre le pouvoir ne se transforme en partie de roulette russe.

Pierre Martial



GALA DE SOUTIEN AUX INSOUMIS
JEUDI 14 MARS A L'AGECA, A 20 H
177, RUE DE CHARONNE, 75020 PARIS
MÉTRO ALEXANDRE-DUMAS
AVEC SERGE UTGÉ-ROYO
PARTICIPATION AUX FRAIS : 25 F
COMITÉ DE SOUTIEN AUX INSOUMIS
145, RUE AMELOT
75011 PARIS

SOUTIEN MODE D'EMPLOI

MANIFESTATIONS à Bergerac et Bordeaux ; rassemblements à Fresnes et place Vendôme à Paris, devant le ministère de la Justice ; collage d'affiches dans la capitale et en province ; interpellations de responsables du Parti socialiste ; prise de position d'élus locaux ; communiqués et articles dans la presse locale ; émissions de radio libre ; télégrammes et lettres envoyés aux ministères de la Justice et de la Défense... Tout est tenté pour sortir des griffes de la prison, les six insoumis actuellement incarcérés. Mais ce n'est pas suffisant, il ne faut pas relâcher notre pression, Thierry et Serge (en grève de la faim depuis plus d'un mois) ne peuvent attendre plus longtemps notre mobilisation.

Outre des actions ponctuelles entreprises par des groupes antimilitaristes et/ou anarchistes, que pouvons-nous faire ?

- Exercer un harcèlement téléphonique ;
- Envoyer des télégrammes et des lettres de pression à :
Ministère de la Justice, 13, place Vendôme, 75001 Paris. Tél. cabinet du ministre : 261.55.85.

Ministère de la Défense, 14, rue Saint-Dominique, 75007 Paris. Tél. de la direction des affaires juridiques : M. Cailleteau au 555.95.20.

Directeur de la prison de Fresnes. (Pour les lettres et télégrammes, faites-nous parvenir un double ou une photocopie : Comité de soutien aux insoumis, 145, rue Amelot, 75011 Paris.)

- Soutenir le moral des incarcérés en leur faisant parvenir : lettres, revues, journaux...

Thierry Maricourt, écrou n° 743.658.1/88
Serge Beausoleil, écrou n° D2/216.743.769
Patrick Aguiar, écrou n° 738.387, 3^e division, cellule 442
Maison d'arrêt de Fresnes
1, avenue de la Division-Leclerc
94261 Fresnes cedex

Fabien Duplaa, maison d'arrêt de Gradignan, 17, rue de Chouiney, 33170 Gradignan.

Dominique Seel, maison d'arrêt de Dijon, 72, rue d'Auxonne, 21033 Dijon cedex.

- Contacter et rejoindre les comités de soutien :
sur Paris : 145, rue Amelot, 75011 Paris ;
sur Périgueux : c/o C.A.S.D.A.L., 10, boulevard Stalingrad, 24000 Périgueux ;
sur Bordeaux : 34, rue Lalande, 33000 Bordeaux ;
en Dordogne : Lucette Popelin, « Le Trouillé », Saint-Sauveur-de-Bergerac, 24520 Moulédyer ;
dans le Doubs : U.P.F.-Groupe Jacques-Prévert, 25304 Pontarlier cedex.
- Protester pacifiquement et silencieusement place Vendôme, à 15 h, tous les samedis, devant le ministère de la Justice.

P.B.

DEUX « OTAGES » EN PROCÈS

YVES DESCHAMPS et Thierry Destriez, membres de la rédaction d'*Otages*, journal de lutte des détenus, passaient en procès jeudi dernier. Ils sont tous deux poursuivis pour « recel de malfaiteurs » et « détention d'armes », pour avoir hébergé des militants du groupe Rebelles actifs et n'avoir pas cru bon de contrôler ce que ces derniers transportaient dans leurs bagages. Bref, pour ne pas avoir joué les flics en leur propre demeure, Yves et Thierry se sont retrouvés en taule pendant un mois et demi avant d'être libérés, moyennant versement de 10 000 F chacun pour « frais de justice » (en langage populaire, on appelle ça du racket).

Rappelons que le parquet avait fait systématiquement blocage à cette mise en liberté (voir M.L. n° 554 à 558). Donc, jeudi dernier, ils se défendaient seuls, sans avocat, devant le tribunal de Lille. Ils ont immédiatement soulevé plusieurs questions essentielles et très embarrassantes pour les magistrats. D'abord le fait que le dossier ne leur a été transmis que 48 h avant l'audience.

Ensuite, ils ont demandé que les Rebelles actifs, actuellement emprisonnés, qu'ils avaient hébergé, comparaissent comme témoins. Enfin, ils ont réclamé que Jean-Pierre Mouille, un détenu également rédacteur d'*Otages* (voir M.L. n° 559 et 561) vienne à la barre pour expliquer la démarche du journal et la censure dont il est victime dans les prisons. Il va de soi que le tribunal a refusé !

C'est donc pour ces deux raisons : dossier transmis trop tard et témoins non présents, que le procès a été reporté au 2 mai prochain. Une bonne nouvelle quand même : Yves et Thierry ont obtenu la suppression du contrôle judiciaire auquel ils étaient soumis de-

puis leur sortie (interdiction, entre autres, de recevoir qui que ce soit chez eux, à l'exception de leur proche famille !). Le parquet en réclamait le maintien. Ils ont déclaré qu'ils recevaient et rencontraient des personnes dans le cadre de leur vie militante et l'assumaient entièrement.

Une trentaine de personnes était présente pour soutenir Yves et Thierry, de plus la presse locale a rendu correctement compte du procès. Assurément, la baudruche judiciaire continue gentiment de se dégonfler ! Rendez-vous donc le 2 mai pour la suite de ce mauvais polar qui vise surtout à faire taire un journal qui dérange.

Gil



CONTRE ACTION DIRECTE ET CONTRE L'ETAT

La contribution que nous publions fait l'économie d'un débat théorique sur les options revendiquées par les militants d'Action directe. Telles qu'elles nous sont données à l'examen — à la lumière des faits ! —, nous les condamnons sans réserve. Tant au niveau de la praxis que de l'idéologie qui les anime.

Il n'en demeure pas moins qu'ils donnent prétexte à l'Etat et à ses structures de répression d'utiliser, sans témoin, tranquillement pourrait-on dire, des armes qui risquent de se retourner, un jour, contre une grande partie des militants révolutionnaires de France. Tranquillement, disions-nous ! Jusqu'ou la neutralité, voire le désintérêt, ne mène pas à la complicité ?

APRÈS une longue éclipse, le groupe Action directe a choisi de réapparaître en février dernier sur le devant de la scène du spectacle politique en assassinant un militaire français. Il confirme ainsi son alignement sur ce qui reste en Europe des organisations de « lutte armée » (R.A.F., B.R.).



Attentat contre un haut fonctionnaire du ministère de la Défense, le 25 janvier 1985.

Libertaire, je ne partage rien avec des groupes qui confondent la lutte des classes avec une guerre des gangs et l'action révolutionnaire avec une stratégie purement militaire ; qui tentent de justifier une pratique avant-gardiste, étrangère à tout mouvement social, par une langue de bois archéo-léniniste ; qui se font le bras armé de la diplomatie du Kremlin en Europe de l'Ouest.

Qui pleurera un marchand de canons victime d'un accident du travail ? Il en faudrait davantage pour me réjouir. Par exemple, que ses assassins avancent l'ombre d'un argument tendant à établir que ce genre d'actions nous rapproche tant soit peu de la révolution communiste et libertaire pour laquelle je me bats. En fait, les seuls interlocuteurs auxquels s'adresse Action directe, ce sont l'Etat et ses flics. C'est à eux qu'Action directe veut montrer sa détermination, ses capacités militaires. L'Etat français a donc trouvé lui aussi ses bouffons sanglants ; il ne me fait pas rire pour autant.

Rien ne devrait induire les révolutionnaires dans l'illusion qu'ils peuvent s'abstenir de penser l'époque qu'ils vivent juste et y compris dans ses péripéties les plus embarrassantes et qu'ayant pensé ils peuvent se taire. Les aventures militaro-judiciaires de Frédéric Oriach et des militants d'Action directe emprisonnés ont montré une fois de plus l'extraordinaire confusion mentale qui règne dans les milieux « révolutionnaires » (le terme est vague, je n'en connais pas de plus précis).

Ainsi, Oriach est condamné, fin 1983, à 5 ans de prison pour avoir rédigé un texte dont la formulation peut donner à penser qu'il a participé à une série d'attentats commis durant l'été 1982. Oriach rejette cette interprétation et se borne à manifester une approbation critique de ces actions. En l'absence de tout élément matériel, les juges considèrent que

quelques phrases valent participation directe à des attentats. Il ne s'est d'abord trouvé que quelques avocats pour dénoncer cet « italianisme » judiciaire. Quatre personnes (Alain Moreau, Catherine Baker, Yves Le Bonniec et moi-même) ont co-signé un texte intitulé « Oriach et le silence des autres » que seul le journal *Tout* a publié. Depuis, l'innocence d'Oriach a été reconnue par la justice, un non-lieu ayant été prononcé dans les affaires d'attentats qu'il était supposé avoir commis ! Il reste néanmoins détenu à l'heure où je rédige ce texte.

Il est intéressant de savoir pour quelles raisons presque tout le monde s'est tu lors de la condamnation d'Oriach (ce n'est qu'après le non-lieu qu'un deuxième manifeste a été publié). Certains ont décidé de se taire parce que, paraît-il, Oriach lui-même exigeait d'être « soutenu » sur l'ensemble de ses positions politiques ! Cette prétention extravagante aurait dû faire rire. Elle a suffi à imposer silence. D'autres ont argué des positions défendues soit par Oriach, soit par des gens qui le soutenaient et qu'il n'a pas désavouées. Une feuille intitulée *Moyen-Orient révo-*

ce pas impunément à la maîtrise des idées. Ceux qui aujourd'hui se lavent les mains quand les grilles se referment sur Oriach préparent d'autres défaites, d'autres victimes. Il ne s'agit pas de « principes moraux », mais de l'analyse concrète d'une situation qui ne l'est pas moins et des risques très réels que fait courir à chacun de nous l'installation de telles pratiques policières et judiciaires.

Action directe

Un certain nombre de militant(e)s d'Action directe venant de l'anarchisme, les milieux libertaires sont plus mal à l'aise encore vis-à-vis d'eux. On retrouve les attitudes déjà énumérées mais teintées de gêne. Elles n'en sont que plus irrationnelles.

Le silence est parfois paré des vertus de la thérapeutique. « En refusant tout "soutien" (voir plus haut sur l'ambiguïté de cette notion) aux militants d'Action directe grévistes de la faim, en refusant simplement de prendre position à leur sujet, nous leur faisons comprendre leur isolement, leur erreur, et leur offrons ainsi une occasion de rédemption. » Je crains que cette stratégie d'isolement ne rejoigne fâcheusement celle de l'organisation Action directe (ou A.D.-R.A.F.) elle-même, qui enferme bel et bien ses militants détenus dans l'obligation du soutien aveugle à une stratégie qu'ils n'ont pas choisie. Les détenus d'Action directe n'ont été consultés ni sur la revendication de la « bavure » de Trudaine (dont la publication a entraîné l'arrêt immédiat de la première grève), ni sur l'assassinat d'Audran. Contrairement aux stratégies d'Action directe en cavale, je n'éprouve aucun goût pour le terrorisme psychologique ; or c'est la même logique que reprennent à leur compte les libertaires qui se taisent (d'autres font l'effort de s'exprimer, cf. *L'Entraide*, nov. 1984).

Certains qui ne se privent pas de manifester en privé leur opposition totale à Action directe se refusent à rendre publique leur position. Ce serait rendre service à la police ! La vérité qui, dans nos catéchismes était seule révolutionnaire, servirait donc la police ? Qu'est-ce qui a donc changé camarades ? La police ? La vérité ? ou bien l'idée que vous vous faites de la révolution ?

Les raisons qui font que les événements nous concernent tous sont, me semble-t-il, assez évidentes. L'Etat utilise et utilisera davantage dans le futur le prétexte du « terrorisme » pour renforcer son arsenal répressif judiciaire et policier et pour criminaliser toute opposition. Ceux qui ne trouveront, comme parade, qu'un silence paranoïaque, hantés qu'ils sont par le risque d'être pris pour ce qu'ils ne sont pas, sont en vérité mal partis. Si l'affaire Oriach devait faire jurisprudence, il y aurait de quoi fourrer au bloc tous les militants de France ; les lois de 1894 « ayant pour objet de réprimer les menées anarchistes » figurent toujours dans le code pénal, il suffit de les appliquer.

Après l'« humanisme » l'« affectif »

Parmi les membres d'Action directe détenus, il en est un dont le sort me touche particulièrement parce que je la connais, il s'agit d'Helyette Besse. C'est une femme pour laquelle j'éprouve de la tendresse et de l'estime. « Et pourquoi tu dis ça ? Tu la soutiens par amour alors ? » Là encore, c'est un joli merdier dans les têtes, quand les choses me paraissent à moi assez simples ; ou plutôt : juste aussi compliquées que la vie, pas plus. On devrait être un peu habitué quand même.

Donc j'aime bien Helyette ; je suis loin d'elle aussi ; par exemple, dans aucune circonstance je ne cautionnerai par mon silence des actions avec lesquelles je ne suis pas d'accord. Se pose comme ça la question de savoir jusqu'ou va l'amitié (ou l'amour aussi, voyez l'aventure de Paula Jacques). Je ne sais pas répondre à toutes les questions que je pose. Ce que je sais, c'est qu'elles sont importantes et que je suis prêt à me battre pour conserver le droit d'en discuter avec les gens que j'aime (et les autres), fussent-ils étiquetés « infréquentables » par l'Etat ou qui que ce soit d'autre. Ceux qui pensent : « C'est de l'affectif », sont les mêmes qui croient injurier un homme en le traitant de femme. Non, c'est de la vie, et jusqu'à changement dont je ne manquerai pas de vous faire part, je me bats pour ça : vivre comme je l'entends, comme on peut s'entendre. Et pour ça : se parler de jusqu'ou va l'amitié, jusqu'à combien de silences, de différences, de mensonges, de vérités... ?

Dire qu'Helyette Besse est mon amie et que je me sens aussi loin des dangereux camarades qu'elle tient pour ses « camarades » que des flics qui les pourchassent, ça fait le jeu de qui ? De la police ? Du terrorisme international ? « Et si ça lui faisait dire qu'elle n'est plus ton amie ? » Eh bien, au moins on trancherait comme ça plus clairement, pour nous deux au moins, le problème politique de l'amitié.

Débatte publiquement ne signifie pas que l'on prenne pour interlocuteur l'Etat ou les « médias » (définition : institution s'interposant entre les hommes pour les empêcher de communiquer). Il s'agit de reprendre l'habitude de la parole. « Les communistes dédaignent de faire un secret de leurs idées et de leurs intentions » (*Manifeste* de 1848).

Au moment où j'écris ce texte, Helyette et ses camarades ont interrompu leur deuxième grève de la faim. A chaque fois, elle risque sa peau. Si elle l'y laissait un jour prochain, la merde que les « révolutionnaires » ont dans le crâne ajoutée à la mauvaise conscience produiraient encore du silence. Elle crèverait vraiment pour rien. Le silence, ça détruit tout, l'amitié, l'amour, la communication. Tu parles ! Voilà, justement. Je parle. Contre Action directe et contre l'Etat.

Claude Guillon



R. Audran : « Un marchand de canons victime d'un accident de travail... »

A QUAND LA SOLUTION FINALE ?

Ce n'est pas fini et cela peut durer encore longtemps... La situation en Nouvelle-Calédonie ne fait que commencer à pourrir. Tout le monde politique en France s'intéresse à la question et l'on peut dire que tous les partis, sauf le parti communiste, ont en commun de vouloir préserver une présence française importante dans le Pacifique. Ne serait-ce, bien sûr, que pour des intérêts stratégiques et militaires. Le parti communiste, quant à lui, donne malheureusement raison à Giscard lorsque celui-ci annonce le risque pour la Nouvelle-Calédonie de devenir le Cuba du Pacifique, avec toutes les conséquences que cela peut entraîner.

Vers l'escalade

Yves Tual, Eloi Machoro, Marcel Nonnaro, Aldo Tonhoueri, Roland Leconte sont-ils les premières victimes d'un conflit qui va aller s'accroissant ? Bien sûr, on pourrait croire au miracle ; il semble cependant — et malheureusement — que l'avenir le plus probable soit l'escalade. Il y a en effet trop d'éléments fanatiques pour que l'on puisse attendre une résolution à brève échéance.

L'Etat joue évidemment un rôle dans cette affaire. Qu'un peuple réclame son indépendance lui pose problème ! Sa présence est remise en cause ! L'objectif de l'Etat semble être d'isoler les « extrémistes » afin d'établir une solution moyenne. Ainsi s'expliqueraient les interdictions de séjour de militants du Front calédonien et les opérations de gendarmerie dans les tribus kanaks de Thio.

Notons au passage que ces opérations de gendarmerie ont été qualifiées par

Pisani, pour la première, de « coup de pouce à la normalisation » et pour la seconde, de « promenade ». Il s'agissait, paraît-il de rechercher les assassins d'Yves Tual. Il reste que ce type d'intervention tend à réchauffer le climat. Même si Pisani déclare lors d'une conférence de presse que « ce n'est pas une agression, ce n'est pas une opération militaire, c'est dans un processus qui était bloqué quelque part, un coup de pouce pour que les choses aillent dans la voie souhaitée », cela ne calme pas les esprits pour autant. D'ailleurs, Yeweiné Yeweiné, porte-parole du F.L.N.K.S. répond que, « si M. Pisani veut avoir le F.N.K.S. comme interlocuteur, ce n'est pas de cette façon qu'il va y arriver », en revanche « s'il veut tuer Thio, il n'a qu'à continuer comme ça ! ». Même les propos qui se veulent apaisants ne le sont pas !



Le gouvernement socialiste, par l'intermédiaire du délégué du gouvernement en Nouvelle-Calédonie, M. Pisani, voudrait là encore trouver une solution qui, tout en apparaissant à la gauche comme un progrès, ne demande pas de sacrifice à la droite. La quadrature du cercle. C'est une caractéristique propre à la social-démocratie, et c'est ainsi que Pisani a réalisé un plan qui tout en étant une réforme est aussi une solution bâtarde qui ne satisfait personne.

C'est ici que commence la faiblesse du gouvernement car le rôle d'un gouvernement est de gouverner, et non d'arbitrer ou de se donner des airs de fermeté qu'ensuite il n'assume pas. Ce sont autant d'erreurs accumulées dont la droite profitera à loisir ; rappelons : l'instauration à tout hasard d'un état d'urgence, la tolérance dont fait l'objet le non-respect du couvre-feu, les interdictions de séjours bidons, l'absence de toute réponse de Pisani à l'égard des injures que lui adresse Ukeiwé (lui donnant donc raison), la tolérance à l'égard de la partialité des gendarmes.

Bons Européens méchants Kanaks

Pendant ce temps, en métropole, la droite fait feu de tout bois. Tout ce qui se passe en Nouvelle-Calédonie est autant de propagande en sa faveur tant que le point de vue des opprimés n'est pas dénoncé avec force. Les socialistes se montrent dépassés par les événements. La bonne affaire ! Lisez-vous le *Figaro* ? On y trouve par exemple ceci : « Pour passer,

il fallait attendre le feu vert et l'escorte des gendarmes mobiles. Une heure à remâcher cet écœurement qui saisit tous ces mineurs, gradés ou hommes de base, blancs ou bronzés, devant ce gigantesque gâchis, cette absurdité économique, politique et sociale ». Ou bien encore : « Au petit matin, les forces de l'ordre ont investi Thio-Mission, repère de la petite bande armée qui, aux ordres de Marie-Françoise Machoro, terrorise le village de Thio et la région depuis des mois » (1). Dégoûtant ? Oui, mais cohérent, et c'est là le danger !

Tout le monde sait que les Kanaks sont minoritaires. Nous savons, nous anarchistes, que cela n'est pas une raison pour les opprimer. Tous les médias ont évoqué le boycott de la rentrée scolaire et surtout, pour certains, l'incendie des écoles... Combien ont dit que 2% des Kanaks ont une chance de passer le bac ?

Nous en sommes à nous poser la question : comment un peuple dont l'oppression reste peu connue mais dont les actes de violence sont très abondamment narrés (2) peut-il trouver une solidarité assez forte — ici, parmi nous — pour échapper à une répression féroce ? En fait, combien serons-nous après-demain à nous indigner si, demain, les tribus kanaks de Thio sont rasées ? Ne vaut-il pas mieux nous solidariser aujourd'hui contre la situation de peuple colonisé qui est faite au Kanaks ?

Le Furet

(1) Extraits du « Figaro » du mercredi 6 mars.
(2) Selon les médias, Roland Leconte a reçu dans le dos : une machette, un coupe-coupe, une sagaie, un sabre... Qui dit mieux ?

NOUVELLE-CALÉDONIE PLUS INDÉPENDANTISTE QUE MOI, TU MEURS !

DE conquêtes coloniales en guerres de libération nationale c'est, à quelques générations près, le même drame que connaissent tous les colonisés du monde tentant de protéger ou de recouvrer leurs droits. Se soldant toujours par du sang et des larmes, le maintien de l'Etat français dans ses derniers territoires d'outre-mer pose, une fois de plus, le problème de l'aide aux populations autochtones luttant contre la forme la plus achevée de l'exploitation de l'homme par l'homme : le colonialisme.

Bien que de nombreux signes aient annoncé la tempête en Nouvelle-Calédonie, la levée d'un grand nombre de Kanaks contre l'ordre établi place subitement notre mouvement face à de très lourdes responsabilités. En effet, sur la base des douloureuses expériences historiques de ces quarante dernières années, quelle position peuvent et doivent prendre les anarchistes qui, au-delà des guerres de colonisation, luttent pour l'émancipation complète de tous les individus ?

En dépit des opinions des uns et des autres, force est d'abord de constater que si nous sommes entrés dans l'ère de la communication, il n'en est rien en ce qui concerne les dernières colonies françaises. En effet, rien ne nous renseigne pour l'instant sur l'ampleur exacte du mouvement kanak. Quelle participation active, quel soutien apporte la population indigène au mouvement insurrectionnel ? Quelle est la réelle représentativité du F.L.N.K.S. et quelles forces politiques sont prépondérantes en son sein ? Face à toutes ces questions, nous ne pouvons, pour le moment, que déplorer la carence voulue de l'information. Et ce ne sont pas les dernières déclarations des leaders indépendantistes qui nous permettront de mieux appréhender la réalité calédonienne. Le « flou artistique », savamment entretenu par tous les protagonistes du drame calédonien, génère des prises de position relevant bien souvent d'analyses simplistes, par trop manichéennes, influencées quelquefois par la méthodologie marxiste.

Au bien, on oppose le mal. Le peuple kanak, représentant le premier terme du binôme — peuple est synonyme de bien —, se trouve confronté à l'explo-

iteur caldoche qui, lui, ne fait partie que d'un conglomérat d'individus au service du colonialisme. Compromis sur le pouvoir incantatoire des mots, on invoque le concept d'indépendance en le parant de presque toutes les vertus. Ne partant plus du simple au composé, de la base au sommet, on inverse la méthode et s'alignant sur le camp indépendantiste, on se contente de revendiquer la liberté non pour l'individu mais pour cet être collectif qui a pour nom peuple. Et de nous expliquer qu'aussi désagréable que cela puisse paraître, et bien que le mouvement kanak ne semble pas être libertaire, il importe de coller au F.L.N.K.S. et d'accepter de gré ou de force la nécessaire indépendance nationale comme une étape sur le chemin de la liberté et de la justice. Ce refrain bien connu nous ramène au bon vieux temps, lorsque l'établissement de l'économie russe constituait déjà un premier pas, représentait la nécessaire étape transitoire au véritable socialisme !

Pire que tout cela, certains établissent de dangereux parallèles avec le drame algérien. Et, nous parlant de la véritable nature du F.L.N., ils trouvent dans un obscur développement dialectique dont ils taisent le nom, des excuses à ce mouvement qui luttait avant tout pour s'emparer du « manche ». Et, une fois celui-ci entre ses mains, l'histoire nous apprend qu'il consacra toute son énergie à taper sur ceux qui défendaient ses libertés.

Le F.L.N.K.S., venu cirer les godasses de nombreux partis à Paris, nous parlant abondamment de Louise Michel, manie la phraséologie révolutionnaire espérant de cette façon-là masquer la réalité des choses : celle d'une organisation indépendantiste déjà organisée en tant que pouvoir se préparant à taper sur tout ce qui bouge. Et pour bien enfoncer le clou, pour mobiliser les hésitants, ceux qui trouvent la pilule du F.L.N.K.S. trop amère, on jette à la tête des gens la surprise inévitable : ou vous vous battez pour l'indépendance et vous êtes révolutionnaires, ou choisissez une autre voie, vous verrez dans le camp réformiste, vous devenez l'allié « objectif » du colonialisme. Air connu : si tu n'es pas avec nous, tu es contre

nous. Mais qu'à cela ne tienne, nous en avons vu d'autres !

A tous les dispensateurs de brevets révolutionnaires que le cliquetis des sabres et l'odeur de la poudre plongent dans une jubilation malsaine, nous dirons simplement ceci : les diverses communautés de Nouvelle-Calédonie qu'elles soient kanaks, caldoches, indonésiennes, etc., sont condamnées, qu'elles le veuillent ou non, à vivre et travailler ensemble. Bien sûr, nous avons conscience de la gravité de la situation et lorsque l'exaspération aidant, les dieux ayant à nouveau soif, il fallut dans le camp kanak, contraint et forcé, faire usage de la force nous avons reconnu et salué l'éternelle révolte de l'homme contre l'arbitraire et l'injustice. Plus que l'indépendance nationale, c'est d'abord et avant tout pour la défense de ses propres droits que chaque individu se révolte. Comment pourrait-il en être autrement ?

Et aussi vrai que nous sommes dans le camp des exploités, aussi forte que puisse être notre détermination dans la lutte contre le colonialisme, il est des limites au-delà desquelles notre combat n'a plus de sens. Nous qui avons pour patrie le genre humain, nous sommes solidaires des Kanaks parce qu'ils luttent pour la pleine et entière reconnaissance de leur dignité, et seulement pour cela ! Aussi longtemps qu'il le faudra, nous rappellerons ce principe élémentaire qu'il plaise ou non !

Mais qu'une fois ce combat engagé nous devions d'une façon ou d'une autre nous prosterner devant les idoles que s'est « donné » le peuple kanak, voilà un exercice, un bout de chemin que nous ne sommes pas prêts de faire avec tous les enrégés de l'indépendance nationale.

Si notre presse est lue à Nouméa, avec tous les opprimés, dénonçons toutes les avant-gardes, tous les partis, tous les chefs de clans ou de tribus, tous les gourous, ceux pour qui l'indépendance est avant tout une affaire de promotion sociale. C'est le meilleur travail, c'est le meilleur appui que nous puissions apporter à tous les exploités de l'île.

Groupe du XIV^e

POLOGNE BLUES

LES 100 000 exemplaires de *l'Ossevatore romano* saisis en Pologne par les autorités sont-ils le dernier scoop derrière le rideau de fer ? Les journaux étaient en grande partie consacrés au discours annuel du pape pour la journée de la Paix dans le monde. Une mise en garde, contre les idéologies incitant à la « lutte des classes » a dû faire plaisir à ceux qui, clandestinement, essayent de maintenir le syndicat Solidarité.

Ceux qui confondent syndicalisme et crucifix n'ont peut-être pas saisi l'ambiguïté. Pourtant Monsieur-tout-blanc a reçu dernièrement la visite de Gromyko, éminence grise au Kremlin. On y a causé de la sainte

Russie et du millénaire (1988) de son évangélisation. Que ne donnerait-on pas au Saint-Siège pour un voyage du pape en Union soviétique ?

Seweryn Blumsztajn, représentant de Solidarité en France et qui avait dernièrement tenté de rentrer dans son pays le 5 février, a dernièrement dénoncé la « campagne calomnieuse développée en Pologne contre lui et d'autres militants de Solidarité ». S. Blumsztajn devrait se souvenir de la campagne de calomnies contre le camarade Kowalewski, représentant comme lui Solidarnosc en France...

Un espoir était né en Pologne, on en attend des nouvelles.

Alexis Pierre

UN TRACTEUR POUR LA MARTINIQUE

EN Martinique, des actions non violentes d'occupations de terrains agricoles sont en cours, et ce depuis deux ans, sans qu'on en parle — ou du moins guère ! Il est vrai que la sang n'a pas encore coulé, comme en Nouvelle-Calédonie. Depuis le 5 août 1984, une campagne de soutien à ces actions a été lancée afin d'acheter un tracteur, car le travail se fait le plus souvent à la pioche et autres outils de jardinage. La location d'engins agricoles s'effectue difficilement : boycott et pression de la part des Békés (métropolitains) et de la maréchaussée. Davantage de terres pourraient être occupées et mises en valeur ; des jeunes pourraient ainsi s'activer, produire et être

moins tentés par l'immigration.

La campagne « Un tracteur pour la Martinique », lancée le 5 août 1984, permet tout juste de faire le plein du tracteur, lequel reste encore à acheter. « T'as pas cent balles » est donc une nouvelle campagne qui doit permettre de faire cet achat. Il s'agit, bien entendu, de francs nouveaux, il faut bien vivre avec son temps.

L'occupation de terres agricoles en Martinique, il faut le rappeler, est une action non violente qui consiste à mettre en valeur des terres laissées en friche par les propriétaires, des Békés, pour la plupart, ayant investi dans l'import-export et dans le tourisme. Ces actions prouvent qu'il est possible de travailler, de produire

et de vivre dans l'île, et que l'immigration vers la France ou la Guyane, colonisée par la France, n'est pas l'unique solution.

D'avantage de terres agricoles pourraient être occupées avec un minimum d'engins agricoles. A ce jour, seulement 600 hectares sont occupés sur une étendue possible de 14 000 hectares. Il est également possible de se rendre sur place pour aider, travailler avec les occupants et échanger des idées. Si vous ne savez pas où aller pendant vos vacances, essayez donc les colonies, mais évitez de bronzer idiots.

K.R.

Pour tous contacts : C.R., B.P. 515, 53008 Laval cedex.

COLONIALISME INTERNE AU PÉROU

L'Etat péruvien semble bien être décidé à en finir avec son « problème indien ». L'Indien des Andes (Quechua et Aymara) est appelé tour à tour : « analphabète », « paysan » (même s'il habite la ville !), « marginalisé », etc., et, de ce fait, se trouve de plus en plus oublié dans les statistiques officielles (15% d'Indiens au Pérou officiellement...). A défaut de pouvoir les massacrer ouvertement (sauf s'ils sont présumés être de Sentier lumineux, organisation de guérilla marxiste), la méthode actuelle consiste donc à les nier.

Pour les Indiens de la forêt, comme il est impossible de les nier, il semble que les bonnes vieilles méthodes soient toujours de mise.

Parc du Manu... « militaire »

Le parc national du Manu couvre une large superficie (1,5 million d'hectare) de la forêt tropicale amazonienne au sud-est du Pérou. Déclaré zone de réserve par un décret du gouvernement péruvien en 1973, l'U.N.E.S.C.O. l'a reconnu comme aire unique dans le cadre du programme « L'Homme et la biosphère ». Les terres ancestrales de trois différents groupes indiens sont incluses dans le parc et, mis à part un peuplement d'Indiens machiguenga, les autres sont restés pratiquement en dehors de tout contact avec la société non indienne.

Depuis 1981, la compagnie pétrolière Shell explore une large zone (2 millions d'hectares) concédée à la limite ouest du parc. Cette compagnie cherche maintenant de nouvelles concessions vers l'est, et celles-ci seraient prises sur le parc.

Ce n'est pas la première fois que le parc du Manu est menacé. Des compagnies pétrolières faisaient des explorations dans cette zone au début des années 70 et, à cette époque, de violents affrontements avec les Indiens avaient eu lieu. A la fin des années 70, une compagnie appartenant apparemment à la famille Somoza (ex-dictateur du Nicaragua), demandait une concession de 330 000 hectares de terre dans cette région pour y élever du bétail.

En 1980, les personnes visitant le parc étaient requises de signer une déclaration les engageant à ne rendre public aucune critique. Ces dernières années, plusieurs agences de tourisme ont organisé des tours à l'intérieur du parc, dont la promotion inclut la visite d'Indiens à l'« âge de la pierre ». De fait, un représentant de l'association Survival International (1) appre-

nait en 1976 que le parc avait été créé « réellement » pour exploiter ultérieurement le potentiel touristique du Machu Pichu, site à proximité (par avion) le plus visité au Pérou.

L'accent placé sur le tourisme, de même que l'octroi de concessions à l'intérieur du parc à des compagnies pétrolières ou autres, sembleraient contredire le dessein ostensible, qui est de conserver un environnement unique de forêts tropicales, haute, épaisse et basse, qui contiennent quelques-unes des variétés de flore et de faune les plus riches dans le monde.

Droits légaux anti-Indiens

Les Indiens vivant dans les zones de réserve au Pérou n'ont légalement aucun droit de rester ni de réclamer un titre de propriété sur leur terre. Il leur est permis de rester, selon la loi, pour autant que leurs activités ne contreviennent pas aux buts déclarés du parc (ce qui ne comprend pas, bien entendu, les recherches pétrolières ou l'élevage de bétail). Il ne leur est pas permis de chasser au fusil et ils peuvent être évincés à tout

moment. Ils sont assujettis à des lois qui ne s'imposent à personne d'autre au Pérou.

L'enfant chéri du président

En janvier 1984, un groupe d'Indiens attaqua une équipe de construction d'un hélicoptère près de l'Isthme de Fitzcarrald à la bordure ouest du parc. Un ouvrier fut blessé et certaines informations indiquent que, au moins, deux Indiens furent tués. Cette attaque coïncidait avec une visite de la région par le président Belaunde et son entourage répondit en tirant sur les Indiens depuis les hélicoptères. Le projet de visite du président avait été annulé à deux reprises auparavant en raison du danger représenté par les indiens...

L'Isthme de Fitzcarrald est le lieu où le baron du caoutchouc du même nom réussit en 1894 à faire haler un bateau depuis un affluent de l'Urubamba jusqu'à la rivière Manu. Ceci fut l'exploit fictif de Werner Herzog *Fitzcarrald*.

L'héliport en cours de construction est le premier pas vers l'établissement d'une nouvelle base navale sur l'isthme. L'objectif est de creuser un canal sur la ligne

de partage des eaux pour relier les rivières Urubamba et Manu. Ceci est le projet préféré du président (quelques observateurs y voient une obsession semblable à celle de Fitzcarrald).

Il semblerait qu'un tel canal ne serve aucun objectif bénéfique, économique ou autre et il serait au contraire désastreux pour l'écologie de cette région et de ses habitants indiens. De plus, un autre projet de développement menace la région car il est prévu de tracer une route à l'intérieur du parc, qui irait jusqu'à la frontière bolivienne.

De récents rapports indiquent que quarante Indiens (du groupe pano ou arawak) ont été tués fin septembre par des travailleurs du bois. Il semblerait que les bûcherons aient envahi le territoire indien près de la rivière Sepahua, au nord-ouest du parc ; les Indiens ont été tués par balles alors qu'ils s'opposaient à cette incursion. Les rapports sont cependant vagues et peu concluants. Il est certain qu'il y a eu un affrontement violent entre Indiens et non-Indiens, qui causa la mort de dizaines d'Indiens. Nous attendons, avec Survival International (à qui nous devons cette information), des précisions sur ce nouveau massacre.

Indiens et élections

Comme on peut le constater, le régime actuellement au pouvoir n'a que faire des populations indigènes du pays. La gauche péruvienne, quant à elle, préfère éviter la question indienne en déclarant que « tous » sont Péruviens (entendez par là : doivent voter... pour nous). Sentier lumineux (anti-électorale) ne se gêne pas non plus pour faire ses massacres d'Indiens.

Conscient du rapport de force et du peu de soutien à espérer des « gauches péruviennes », le Mouvement indien Pedro-Willa-Apaza présente quatre candidats pour les prochaines législatives et n'hésite pas à entrer ainsi en contradiction avec ses thèses fédéralistes et anti-électorales (anti-étatiques). Après la Bolivie (avec Constantino Lima, du mouvement indien Tupaj-Katari) et le Brésil (Mario Juruna-Xavante), le Pérou aura-t-il son ou ses députés indiens ? En tout cas, il risque d'y avoir des surprises pour ceux qui déclarent qu'il n'y a pas de mouvement indien au Pérou (thèse officielle).

Uk'Amay

(1) Survival International, 28, rue Saint-Guil-laume, 75007 Paris.



LES ICONOCLASTES DE L'EMPIRE DU SOLEIL LEVANT

AU Japon, l'empereur est considéré, à l'instar de nos monarques de jadis, comme le « représentant de Dieu sur terre ». Gare à celui qui remet en cause son caractère « sacré ». En tant que « représentant de l'intégrité japonaise », l'empereur est l'objet d'un véritable culte qui, au-delà des clivages politiques, scelle dans un esprit de consensus tout l'éventail politique, de la gauche à la droite.

Seuls les anarchistes apportent une note discordante dans ce concert. Ainsi, fin décembre 1984, le groupe anarchiste d'Osaka portait atteinte de façon symbolique au monarque de « droit divin », en l'occurrence l'empereur Hiro-Hito. Des milliers de tracts furent jetés à terre en de nombreux endroits du Japon. Outre qu'ils reproduisaient le portrait de l'empereur, ainsi que le sceau impérial, les textes suivants y figuraient.

Au recto : « A la Nation fidèle. Nous sommes le symbole de l'Etat du Japon, et bien que nous soyons dépositaire de ce symbole, nous ne servons à rien, nous nous trouvons cependant agréable, et dans une situation confortable. »

Au verso : « Discours posthume. La destinée de l'empereur est pareille à celle de ce tract. Comme ce tract, l'empereur s'est fait piétiner. Ce tract symbolise l'histoire de la mort du système monarchique. La dernière année de l'empereur. Si-

gné : l'empereur Hiro-Hito qui va mourir. »

Cette action pourrait faire figure de farce anodine, si on ne la replaçait pas dans le contexte nippon. Selon une croyance en vigueur, le portrait de l'empereur est une image sacrée que nul ne doit profaner. Le simple fait de toucher le portrait de l'empereur équivaut à un attentat contre sa vie. Or des centaines de personnes ont marché, bien involontairement, sur le portrait de l'empereur reproduit sur le tract en question...

Prévenu de ce fait, les forces policières furent mobilisées en de nombreux endroits du Japon afin de récolter, notamment à Osaka qui fut le centre de cette action, tous les tracts jetés à terre.

En tant que principaux animateurs de ce « sacrilège », Kou Mukai et Ruriko Toda ont été arrêtés et risquent actuellement une peine de deux ans de prison pour reproduction du sceau impérial et du portrait de l'empereur.

Kitawa Nakagani



ACCENTUATION DE LA RÉPRESSION EN GRÈCE

LE militant anarchiste Papadopoulos Panayiotis, éditeur du journal anarchiste *The Breaker*, bien connu depuis de nombreuses années en Grèce, est sur le point de subir trois procès successifs en l'espace d'un mois : les 1^{er} et 29 mars, ainsi que le 3 avril.

Les accusations qui pèsent sur lui sont les suivantes : « injures contre le gouvernement », « diffamation envers la police », « injures contre l'armée et contre le ministère de la Justice ». Après la manifestation contre la visite de Le Pen à Athènes, le 4 décembre dernier, la saisie du magazine et la dissolution de l'organisation Rixis (extrême gauche), il est manifeste qu'un climat particulièrement répressif règne actuellement en Grèce. Pour illustration de la violence policière, on peut relater la répression envers les prisonniers de Korydallós, des travailleurs de Evko, de Mobil, de Fage..., les « suicides » de soldats, ainsi que la volonté de mise sous tutelle étatique de la société grecque, des médias, des partis politiques et la présence massive et quasiment continue de la police depuis ces trois derniers mois dans les rues d'Athènes.

Dans ce climat politique, et quelques mois avant les élections parlementaires, les anarchistes sont les cibles constantes de l'Etat. Les procès se suivent en cascade depuis quelques mois, et ce, suite aux manifestations contre Le Pen, en soutien aux radios libres Mole et Free Radiophony ; de même que la multiplication des descentes policières à la recherche de prétendus « terroristes » aux domiciles de certains compagnons, ou encore les arrestations arbitraires, etc.

Le gouvernement socialiste de Papandreou, de Skoularikis, de Magakis et Laliotis repose sur deux piliers : le mensonge et la violence. Papandreou et sa clique veulent modeler la Grèce à l'image de la R.F.A. et des autres pays membres de l'O.T.A.N. Le compagnon P. Papadopoulos est menacé d'emprisonnement, nous appelons tous les anarchistes et les esprits libres à se solidariser avec ce compagnon.

« The Breaker »

Pour toute correspondance, écrire à Autonomous Greek Newspaper, « The Breaker », Papadopoulos Panayiotis, Emmamoulidou 6, 17564 P. Fairo-Athens, Grèce.

PORTUGAL L'ALTERNATIVE ANARCHISTE

FORCE est de constater que les thèses anarchistes ne sont guère implantées au Portugal. Le mouvement anarchiste portugais manque, dans son ensemble de maturité et d'expérience. Cependant, les conditions objectives de la diffusion et du succès des idées anarchistes sont favorables :

- la crise économique et idéologique qui mine les systèmes étatiques tant à l'Ouest qu'à l'Est ;
- la dissolution des mythes et des références ;
- le gâchis et la désillusion créés par la politique ;
- une plus grande ouverture sociale et culturelle aux valeurs libertaires.

L'anarchisme au Portugal

Les anarchistes ont par conséquent la possibilité, s'ils rompent avec la passivité, de divulguer leurs propositions et d'œuvrer dans le sens d'un anarchisme social. Reste à savoir si les anarchistes en seront capables et s'ils auront la volonté de réacquiescer une dynamique de lutte. Nous devons dès aujourd'hui approfondir la réflexion théorique, maintenir une intervention sociale

systématique et créer une coordination de manière à agir de façon concertée.

La persistance de certains groupes, la réapparition d'idées et d'initiatives, dans la mesure où cela démontre une volonté de rompre avec l'immobilisme, peut être le symptôme d'une phase nouvelle de l'anarchisme au Portugal.

Une situation favorable

L'Etat portugais est en pleine décomposition, vu la dégradation de la situation sociale et du système économique. Parallèlement à ce phénomène, la « vieille gauche » est moribonde, le Capital essaye, quant à lui, de combler ce vide par la grande mystification idéologique du néo-libéralisme. Dans ce contexte, l'anarchisme peut s'affirmer comme une alternative radicalement différente ; celle d'une société décentralisée et autogérée d'où seraient absentes toutes les formes d'exploitation et de domination.

Néanmoins, nul ne peut présumer de l'avenir, car la conscience des individus, ainsi que l'histoire ne sont guère prévisibles. Cette même situation historique peut tout aussi

bien engendrer a contrario une solution autoritaire. Par conséquent, nous sommes amenés à confronter nos idées de liberté et d'autonomie avec l'idéologie autoritaire. Dès lors, les possibilités, même minimales, sont créées afin que nos idées soient divulguées et que le cercle de ceux qui refusent cette société et qui misent sur une alternative radicalement autre s'agrandisse au point que l'anarchisme tende à s'affirmer comme un courant (même minoritaire) du mouvement social.

Comment atteindre notre objectif ?

Dans la mesure où nous nions le déterminisme historique ou l'intervention d'une quelconque révélation divine, nous ne comptons que sur notre volontarisme pour gérer notre mouvement. Pour atteindre notre objectif, nous devons investir de manière conjointe et concertée le champ théorique et le champ de l'action.

Sur le plan théorique, nous avons à approfondir les thèses qui sous-tendent notre projet de société en nous livrant à la dissection des rouages étatiques, en critiquant la

démocratie, en analysant le capital, et en étudiant les possibilités de la libre association, de la décentralisation, du fédéralisme et de l'autogestion généralisée.

Sur le plan de l'action, un travail collectif doit s'instaurer, afin que les publications libertaires deviennent un moyen alternatif d'information et de débats, et que soient réalisées l'édition des textes anarchistes et radicaux. La stratégie anarcho-syndicaliste doit être également divulguée dans les milieux ouvriers en vue de la constitution éventuelle d'un courant ouvrier autonome et radical. La pratique et la diffusion de l'action directe doit également apparaître comme un moyen spécifiquement anarchiste des individus et des groupes pour assumer leurs propres vies sans aucun type de délégation.

Agir collectivement ?

La réussite de notre objectif dépend de la capacité et de la volonté de ceux qui, aujourd'hui, se revendiquent des idées anarchistes : il est nécessaire que nous arrivions à respecter le pluralisme des opinions et des pratiques dans

un esprit de collaboration, de notre attitude dépendra aussi la possibilité de résister à l'isolement et à la pression étatique. La création d'un réseau de relations et de liens entre tous les libertaires est prioritaire. La création d'une coordination libertaire comme commission de relations s'impose à nous, ainsi que la mise en place d'un bulletin de relations qui aurait pour fonction de divulguer les informations, des propositions d'action et d'intensifier les débats d'idées.

Nous devons faire en sorte que le journal *A Batalha* devienne le porte-parole des analyses et opinions des anarchistes sur l'actualité nationale et internationale.

Une question cruciale se pose à nous : dans un univers organisé selon les schémas autoritaires et hiérarchisés, basés sur des relations de domination et d'exploitation, dans lequel le grand pari du pouvoir repose sur l'uniformisation et sur l'annihilation de toute révolte et de toute dissidence, serons-nous capables, tout en acceptant notre condition de minorité, de maintenir un foyer de résistance active ?

D'après « A Batalha »

LES DÉBUTS DU SYNDICALISME ENSEIGNANTS L'« ÉCOLE ÉMANCIPÉE »

Il est toujours passionnant de défricher un passé que tant de pouvoirs (partis politiques, bureaucraties syndicales...) ont travaillé à nous cacher ; surtout quand ce passé est le nôtre : notre histoire. Tel est le cas du livre de Thierry Flamant qui relate les débuts du syndicalisme enseignant et de la revue pédagogique qui lui est soeur : l'*Ecole émancipée* (1).

L'acte de naissance du syndicalisme enseignant

En ce début du XX^e siècle, des amicales laïques, premières expressions revendicatives des instituteurs, va surgir la Fédération des syndicats d'instituteurs (F.N.S.I.) qui est créée en 1905 ; c'est le véritable acte de naissance du syndicalisme enseignant. La revue *Ecole émancipée* sera, elle, créée quelques années plus tard, en 1910.

Il faut voir dans cette prise de conscience, une conséquence de l'affaire Dreyfus, qui a largement contribué à démythifier les institutions étatiques et militaires, mais surtout, l'influence du mouvement ouvrier : dès le début, les syndicalistes enseignants fréquenteront assidûment les Bourses du travail. Il était donc logique que, dès 1907, la F.N.S.I. rejoigne la C.G.T.

« Le syndicalisme primaire poursuivait l'émancipation de l'instituteur et celle de l'enfant. Le syndicalisme ouvrier prépare celle de nos camarades de l'usine, du bureau, des champs. Les deux mouvements ont un but identique. » (*Ecole émancipée* n° 8, 1919) Le syndicalisme enseignant prenait donc clairement sa place au sein du mouvement ouvrier.

Mais la situation sociale de ces années imposait également une telle mobilisation. Qui étaient donc ces instituteurs de la « Belle Époque » ? Michelet dira d'eux : « L'homme de France le plus miséreux, le plus oublié, c'est le maître d'école ! ». Et les raisons de lutter ne manquent pas en effet. Lutte anti-hiérarchique : le maître est soumis à l'autorité tyrannique des chefs d'établissement munis de règlements arbitraires.

Les politiciens (bureaucrates des sous-préfetures, maires et députés) entendent, eux aussi, mettre à leur service les instituteurs dont le poids social est considérable ; l'école est déjà un enjeu essentiel. L'*Ecole émancipée* n° 11 proclame : « Ici comme là, nous sommes dans la main des politiciens. Ici comme là, nous devons lutter pour ne plus y être ». Et cette volonté de voir cesser les ingérences politiciennes à l'école restera toujours l'une des revendications principales.

L'anticléricalisme

Mais les attaques les plus féroces seront l'œuvre des cléricaux. En ce début de siècle, l'église ne tolère toujours pas l'école laïque, cette « école

du diable ». Chaque jour, la vie des nouveaux instituteurs est ponctuée d'agressions violentes, fait des populations enrôlées par les notables et fanatisées par les prêtres. Ainsi, le 14 septembre 1909, dans une lettre pastorale des cardinaux, archevêques et évêques de France, l'épiscopat français appelle à lutter, entre autres choses, « contre les instituteurs laïques, contre la mixité indigne d'un peuple civilisé, contre le droit de l'enfant (...) » et déclare qu'il faut faire « surveiller l'école par des croyants ». Il condamne enfin les manuels scolaires qui ne prouvent pas l'existence de Dieu ! Trois mois plus tard, le préfet de la Mayenne

n° 8, 1910). Le but final est encore clairement proclamé dans le n° 47 de 1912 : « Il ne peut y avoir comme but à nos efforts que la société où sera exclue toute exploitation de l'homme par l'homme ».

Et nos syndicalistes vont à nouveau se mettre à l'ouvrage : la lutte pour l'égalité des salaires entre instituteurs et institutrices sera l'occasion pour l'*Ecole émancipée* « de se placer à l'avant-garde du mouvement féministe... ». « Ce n'est pas assez pour nous de libérer les institutrices et de combattre pour leur dignité. Nous voulons aider toute les femmes à se libérer des entraves ances-

triques et guerriers, expliquant : « Les capitalismes allemand et français sont frères par les intérêts. C'est sur notre dos qu'ils s'injurient. Les deux pays augmenteront encore leur armement et les affaires des Krupp et Schneider, de toute espèce, ne cesseront de prospérer ».

Interdite dès 1914, elle sera la seule revue à résister à la vague chauvine ; la première à renouer les contacts avec des syndicalistes allemands. Bref, alors que tant et tant ont rejoint l'Union sacrée, elle animera avec le noyau de la *Vie ouvrière* la résistance à la guerre. Cette position demandait un remarquable courage car, on le devine, ces instituteurs subirent à nouveau les foudres de l'administration (mutations, révocations, etc.) ; la F.N.S.I. avait d'ailleurs déjà été dissoute le 23 août 1912, mais l'action des syndiqués vint à bout de cette mesure. Là encore, le syndicalisme enseignant sut prendre toutes ses responsabilités, écrivant là une des plus belles pages de son histoire.

Le militantisme pédagogique

On le voit donc, l'*Ecole émancipée* sut magnifiquement allier la nécessité de la lutte revendicative quotidienne avec celle pour l'accomplissement d'idéaux plus ambitieux. Bref, s'attacher à changer le quotidien sans attendre le « grand soir », mais sans pourtant jamais perdre de vue que le but ultime vers lequel doivent tendre tous nos efforts est la construction d'un monde nouveau.

La pratique pédagogique de ces syndicalistes enseignants ne pouvait qu'être fidèle à cette ligne de conduite. Rappelons-le, en effet, l'*Ecole émancipée* fut avant tout une revue pédagogique dont l'un des buts essentiels était d'aider les instituteurs à « se perfectionner dans leur profession : être éducateur, préparer l'enfant à sa fonction d'homme qui travaille, crée et se libère, voilà la tâche de l'école primaire... » (texte d'appel annonçant la création de la revue en 1910).

Si la F.N.S.I. fut, on l'a vu, toujours au premier rang pour

défendre la laïcité face aux attaques cléricales et politiques, si elle reconnaît sienne cette école laïque qui « seule, malgré ses imperfections, peut intéresser les hommes d'action », le jugement porté sur l'enseignement primaire était pourtant sans illusions : l'école laïque, bien que représentant un progrès considérable, n'en demeurerait pas moins une école de classe !

L'*Ecole émancipée* n° 35 (mai 1911) affirmait : « Lorsque le tonkinois Jules Ferry lança ses lois sur l'enseignement primaire, beaucoup d'instituteurs de l'époque se laisserent prendre au piège. C'était un simple bluff, un odieux mensonge de bourgeois rapace et féroce, qui ne sut jamais que tromper et mentir (...). Et aussi cette ferme volonté de ne pas accepter cet état de fait : « Nous nous efforcerons de faire de l'école laïque l'école du peuple et de la vérité... » (*Ecole émancipée* n° 1).

Jugement sans illusions aussi sur la pédagogie employée : « C'est souvent un dressage, d'où le recours à l'autorité, le refus d'utiliser la spontanéité, l'emploi prioritaire de la mémoire, le primat de la leçon sur l'exercice expérimental. Pédagogie fort peu nouvelle qui prolonge au fond la tradition cléricale... » (F. Buisson in *Dictionnaire de la pédagogie*, 1888). Et encore : « A peine mise en sourdine, la religion s'est vue en revanche relayée par d'autres religions : celle de la patrie, celle du coffre-fort » !

C'est à partir de cette prise de conscience qu'une fraction des instituteurs va donc dévier des voies tracées par les lois laïques de Ferry ; cela quand le consensus autour de l'école primaire et de son instruction semblait parfait.

Cette seule illustration : les instituteurs syndicalistes seront bien sûr confrontés au problème des langues régionales ou patois (terme non péjoratif à l'époque) ; cela à l'heure où l'on compte, par exemple, plus d'un million de bretonnants.

(A suivre)

Jean-Michel Bavard

(1) « L'Ecole émancipée, une contre-culture de la belle époque », Thierry Flamant, éd. Les Monédières.



L'école laïque vue par les cléricaux.

informe le ministre de l'Intérieur que, dans une localité de son département, « les enfants portèrent au presbytère leurs livres d'histoire, que le curé brûla lui-même » !

Et dans cette lutte anticléricale, les syndicalistes enseignants, en fiers partisans de l'action directe, ne comptent que sur eux-mêmes. L'*Ecole émancipée* accuse ainsi les gouvernements « qui ont trahi toutes les promesses, menti à leur passé et qui se montrent disposés à favoriser, sans l'avouer hautement, la réaction cléricale ». Et quelques temps plus tard, d'ajouter : « Il est impossible de trouver avec l'église un terrain d'entente : elle veut tout et elle le dit (...) ». Un siècle plus tard, que d'analogies avec la situation présente.

Féminisme, antimilitarisme

Mais le syndicalisme enseignant ne devait pas se contenter de ces actes défensifs, et pourtant ô combien essentiels : « Cela ne suffit pas. Un syndicalisme qui s'en tiendrait là serait condamné à végéter faute d'idéal... L'action ouvrière doit s'inspirer d'un idéal plus élevé : préparer les travailleurs à prendre un jour la responsabilité de la conduite du travail... » (*Ecole émancipée*

trales... » (*Ecole émancipée* n° 47-48, 1911).

De même, la F.N.S.I. sera toujours présente dans la lutte antimilitariste. Et là encore, il y avait urgence. Avec J. Ferry, l'école est militarisée dès sa naissance. En 1881, on distribue 52 000 fusils scolaires de tir ; dans tout le pays, s'organisent des bataillons scolaires. Les instituteurs syndicalistes refusèrent de devenir des auxiliaires de l'armée ! Déjà en 1901, au congrès des amicales à Bordeaux, était adoptée une motion sur le pacifisme à l'école, condamnant l'enseignement de l'« histoire-batailles » et le chauvinisme belliqueux.

L'*Ecole émancipée* sera aussi résolument anticléricaliste, dénonçant « la barbarie des pseudo-civilisateurs... ».

En 1913, l'*Ecole émancipée*, consciente du risque imminent de guerre qui risque d'entraîner l'Europe dans l'horreur, va s'opposer aux « campagnes germanophobes des cocardiers français ». Pour elle, « le gouvernement français en augmentant le budget de la mort est un fauteur de guerre... » !

Enfin désireuse d'opposer aux nationalismes belliqueux l'internationalisme des travailleurs, elle applaudira à l'action des instituteurs allemands contre les livres patrio-



En Alsace : Nos instituteurs soldats font la classe en français aux petits Alsaciens

Propagande patriotique de l'époque.

MORT D'UNE LIBRAIRIE ALTERNATIVE

LES lecteurs assidus du *Monde libertaire* ont peut-être constaté dans le dernier numéro que le groupe de la Fédération anarchiste d'Angers cessait d'assurer ses permanences hebdomadaires à la librairie La Tête en bas, pour les tenir désormais au Centre d'animation de la Doutre. L'explication est simple : pas de mauvaise humeur entre nos camarades de La Tête en bas et le groupe F.A. ; non, aujourd'hui, la librairie alternative ferme définitivement ses portes, c'est tout et c'est déjà beaucoup.

La Tête en bas était née en 1976 ; librairie autogérée, diffusant la littérature et la presse alternative, gauchiste, libertaire. Quelques mois après son ouverture, trois militants fascistes l'incendiaient. La Tête en bas renaissait quelques semaines après, avec tous nos efforts, financiers et militants.

Elle devint au fil des mois et des années ce lieu unique de regroupement de tous les mouvements alternatifs sur Angers : groupe de libération homosexuel, groupe femme, coordination d'objecteurs, groupe F.A., etc. La plupart des collectifs de lutte (affichage libre, boycott des Jeux olympiques de Moscou, de la coupe de football en Argentine, défense de

Roger Noël...) y tenaient leurs réunions publiques et privées.

En 1980, de sérieux problèmes financiers apparaissent. Tout ce que la ville compte alors de groupes militants, de sections syndicales ou de comités d'entreprises où les « alternatifs » ont du poids financent le déficit.

Fin 1984 : le collectif gestionnaire décide la fermeture de la librairie. Nouveau trou financier de plus de 300 000 F. Mais aussi, et surtout, La Tête en bas ne correspond plus à sa mission première : être le pôle de regroupement de tout ce qui est un peu différent, parallèle, alternatif, peu importe les mots, sur Angers. Tous ces gens ont disparu ou presque. Le bouillonnement alternatif de l'après-68 a fait place non pas à une organisation de masse fédérant et globalisant toutes ces luttes spécifiques, mais au désert et à la résignation.

La Tête en bas redevenait une simple librairie, plus sympathique que les autres, c'est tout. Le dernier groupe à y tenir ses permanences et ses réunions publiques était notre groupe. Le collectif gestionnaire a refusé de devenir une équipe de simples commerçants. La librairie fermera donc ses portes à la mi-mars. Ce fait est symptomatique de

tout ce mouvement de l'après-68 qui avait eu le mérite de remettre au goût du jour toutes ces luttes de transformation de notre quotidien, mais qui s'était perdu dans la parcellisation et le refus, conscient ou inconscient, de globaliser l'ensemble des problèmes au sein d'un même mouvement, d'une même organisation.

Cette fermeture correspond à un recul des luttes, des organisations, que nous constatons hélas ! chaque jour un peu plus ; souvent pour faire place à la résignation et au repli sur soi-même, à la réapparition aussi des thèmes les plus réactionnaires, du libéralisme économique le plus sauvage, à la remise en cause du droit à l'avortement, en passant par le retour aux « saines valeurs » de la pédagogie traditionnelle.

La Tête en bas disparaît. C'est une page du mouvement alternatif et révolutionnaire angevin qui se tourne et avec elle, en ce qui me concerne, dix années de militantisme. Fait révélateur de la période : juste en face de la librairie, qui baissera définitivement ses rideaux le 15 mars, vient de s'ouvrir une boutique d'astrologie qui, elle, ne désemplit pas !

Patrick
Gr. d'Angers

MOLIÈRE A GENNEVILLIERS « L'ÉCOLE DES FEMMES »

DU 22 février au 31 mars, se joue au théâtre de Gennevilliers (1) *L'École des femmes* de Molière ; c'est avec plaisir et jubilation que l'on découvre — ou redécouvre — ce petit bijou qui nous avait tant emmerdé sur les bancs de l'école.

Bernard Sabel, grâce à une mise en scène fine, sensible et intelligente, nous fait aimer « son » Molière ; il donne au discours une texture mélodique et harmonieuse qui nous fait pénétrer dans la vérité des personnages, dans leur complexité, dans leur humanité plus qu'émouvante. Il reste donc aux acteurs à insuffler vie à ses personnages, et c'est chose plus que réussie.

Philippe Thévenot est époustouffant et parfois génial dans ce personnage complexe, cruel, pathétique, haïssable, attendrissant qu'est Arnolphe ; Anouck Grinberg (Agnès), Charles Berling (Horace) ont, eux aussi, donné à leurs personnages une plastique hyper-réaliste, originale et réussie.

S'il est un spectacle à voir, vous m'avez compris, c'est celui-ci. Redécouvrir le génie de Molière, dans une mise en scène aussi vivante est un plaisir qui nous est trop rarement offert pour que nous rations ces représentations.

Pierre Dumont
Gr. E. Varlin

(1) Théâtre de Gennevilliers, 41, avenue Crésillons, Gennevilliers (métro Asnières-Gennevilliers). Tél. : 793.26.30 pour les réservations.

LE COIN DES COPAINS

Guy Bedos sera le 19 mars à Amiens, le 22 à la Roche-sur-Yon et le 23 à Ancenis.

Pierre Desproges : le 25 mars à Vienne.

Michel Laguerie : le 15 mars à l'hôtel Concorde-Lafayette à Paris ; le 23 à Villeneuve-d'Ascq.

Marianne Sergent sera le 22 mars à Bobigny (maison de la culture).

Ganja : le 29 mars à Feignies (salle des fêtes).



Soutenez Le
Monde Libertaire

« ANARCHISME ET ORGANISATION »

DE RUDOLF ROCKER

TOUS ceux pour qui le mot « anarchisme » n'évoque que désordre, on doit répondre que l'organisation de la lutte comme celle de la société future ont toujours été au centre de nos propositions. Ainsi Rudolf Rocker (1873-1958), syndicaliste et révolutionnaire allemand, a apporté sur ce sujet une contribution intéressante. Quelle structure naturelle et harmonieuse pourrait être opposé au modèle étatique ?

Pour y répondre, Rocker rappelle les positions fondamentales de l'anarchisme : celles formulées par Proudhon ou Bakounine en faveur d'un fédéralisme solidaire. Il pose également le problème du mode d'organisation dont doivent se doter les militants et condamne le repli frileux et individualiste. « La société est la forme première de toute organisation » écrit-il. On ne peut faire abstraction des rapports sociaux. L'action anarchiste nécessite donc une structure où se retrouve le plus grand nombre de personnes.

On lira aussi avec intérêt son analyse du terrorisme et de l'action clandestine. Il démontre (en 1919) ce qui s'avère

tout à fait vrai aujourd'hui pour les groupuscules style Action directe. C'est-à-dire la coupure avec toute réalité sociale. Pour une propagande efficace, on doit opérer au grand jour et sur tous les terrains de la lutte sociale.

Bien entendu, ces textes ne constituent en aucun cas un credo. Certaines des références de Rocker ont d'ailleurs vieilles, mais l'ensemble est d'un haut niveau et justifie largement la réédition.

Yves

« Anarchisme et Organisation », Rudolf Rocker, éd. Spartacus, 30 F, en vente à la librairie du Monde libertaire.



« LE DER DES DERS »

DE D. DAENINCKX

MINE de rien, Daeninckx est en train de s'imposer comme un grand du polar français. Développant des intrigues compliquées, touffues, mais passionnantes, il nous livre ici son ouvrage le plus politisé.

Vers 1919, un détective est contacté par un officier pour une histoire d'adultère. Plutôt banal ! Ce qui l'est moins, c'est que son enquête nous emmène peu à peu vers un réquisitoire incisif contre l'armée et la guerre. Le climat honteux suivant la « der des ders » est admirablement décrit : spéculations, profiteurs ; et en parallèle, mutilés victimes de la boucherie patriotique.

Si j'ajoute que son personnage est amené à fréquenter des anarchistes, occupants rénovateurs, notre intérêt a de quoi être éveillé. Regrettons seulement leur aspect un peu folklorique qui tient plutôt du poncif. Excepté cette critique, ce bouquin est à signaler.

Yves

LA CLASSE OUVRIÈRE DÉSARMÉE

UN million... Deux millions... Deux millions cinq cent mille, et peut-être, en réalité, trois millions d'hommes et de femmes, en France, à la recherche d'un emploi. Autant de « seuils », comme disent les gens distingués, dont le franchissement était redouté par crainte qu'il ne provoque une explosion sociale. Mais rien ne s'est produit...

Les salaires sont bloqués. L'indexation, laborieusement arrachée au cours des années 60-70 est supprimée d'un trait de plume par M. Auroux. Le pouvoir d'achat connaît un recul sans précédent depuis trente ans. Les indemnités des chômeurs sont scandaleusement réduites. Autant de coups que la classe ouvrière encaisse, pratiquement sans riposter.

Des luttes défensives sont engagées, parfois avec violence, dans les secteurs touchés par les restructurations. Mais, le plus souvent, seuls les travailleurs directement concernés agissent et, finalement, ils ne peuvent empêcher les réductions d'effectifs.

Prolétaires de tous les pays...

Cette situation n'est pas particulière à la France. Aux États-Unis, où Reagan avait féroce-ment réprimé la grève des aiguilleurs du ciel, les syndicats ouvriers consentent à des réductions de salaires, à des abandons de jours de congé et aux licenciements. L'amputation des rémunérations a coûté plus d'un milliard de dollars aux ouvriers de Chrysler. L'an passé, la grève de la General Motors n'a pas permis de renverser la vapeur et les syndicats ont dû opérer un nouveau recul à propos des salaires.

En Grande-Bretagne, Thatcher a voulu porter un coup de massue au mouvement ouvrier en écrasant les mineurs. La grève coûterait, paraît-il, 4 milliards de livres, probablement beaucoup plus que le maintien en activité d'une vingtaine de puits peu « rentables ». La défaite des gueules noires — qui est celle des travailleurs de tous les pays — est due avant tout à leur tragique isolement.

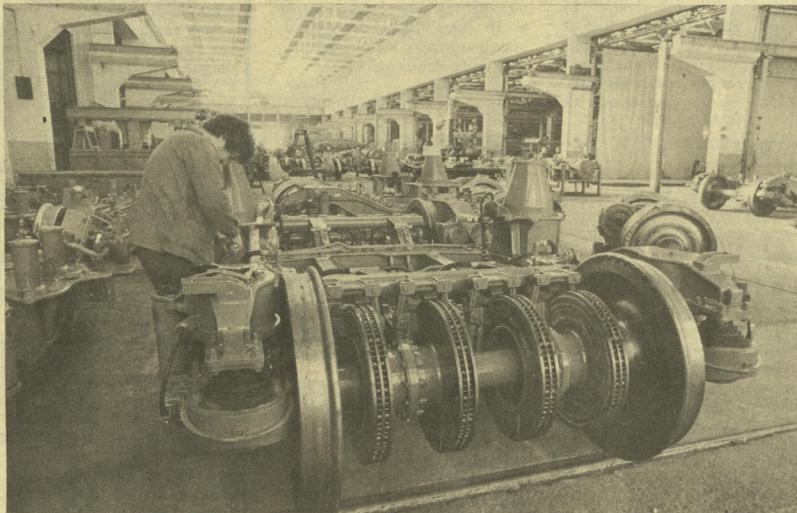
En Italie, l'échelle mobile a été remise en cause et l'unité syndicale réalisée depuis 1972, notamment dans la métallurgie, a volé en éclats. En Espagne, les travailleurs des chantiers navals se battent contre les licenciements mais il n'y a pas de mouvement d'ensemble de la classe ouvrière contre la politique d'austérité de Felipe Gonzales. Un mouvement des services publics belges qui n'a pas été suivi par le secteur privé et deux grèves de 24 h de la F.G.T.B. n'ont pas fait reculer d'un pouce le gouvernement Martens.

Les années fastes...

Malgré des fluctuations inévitables en système capitaliste, les années 60-70 avaient été celles d'une expansion économique continue et d'un haut niveau de l'emploi (en 1973, le taux de chômage dans les pays de l'O.C.D.E. était inférieur à 2,5%). Cette situation permettait d'instaurer un rapport de force favorable aux travailleurs. Dans les années 1966-1970, des statistiques font état, en France, de 32 millions de jours de grève (il y avait eu Mai 68 !). En 1971, 4 392 000 jours de grève ont été enregistrés, 3 912 000 en 1972, 3 915 000 en 1973. En 1983, selon le *Bilan économique et social du Monde*, le

nombre de jours de grève a été de 110 000 et en 1984, de janvier à octobre, il était de 113 000 soit 32 fois moins qu'il y a 12 ans !

Revêtant beaucoup plus l'aspect d'une guérilla que celui d'une guerre sociale d'envergure, parce que morcelées, privées de toute coordination, bien souvent enlées dans le corpo-



ratisme, les luttes menées dans les années 60-70 permirent néanmoins une lente progression du pouvoir d'achat tandis que les profits capitalistes subissaient une certaine érosion. En France, il fallut cependant Mai 68, malgré le sabotage du mouvement, pour donner un sérieux coup de pouce aux salaires, obtenir des formules d'indexation, des garanties comme la mensualisation des ouvriers dans certaines branches et amorcer (avec quelle prudence !) la réduction du temps de travail.

Les vecteurs de l'idéologie dominante

La crise qui a éclaté en 1974, la brutale montée du chômage ont renversé la situation au profit de la classe dominante. Toutes les crises, dans le passé, ont produit les mêmes effets : le désarroi pour ceux qui perdent leurs emplois, la peur pour les autres, le repli sur soi. Pour les capitalistes c'est l'heure de la revanche, le moment de l'offensive pour reprendre tout ce qui peut être repris.

Mais la classe ouvrière se trouve aujourd'hui d'autant plus désarmée que les appareils réformistes qui dominent le mouvement ouvrier se sont donnés comme mission, depuis qu'ils existent, de la désarmer idéologiquement. Et ce sont eux qui ont contribué le plus efficacement à faire pénétrer l'idéologie dominante dans le prolétariat (y compris le nationalisme et le militarisme).

Tout le discours réformiste tend à faire accepter l'ordre des choses établi : le gouvernement gouverne, les patrons dirigent les entreprises, les syndicats revendiquent, et c'est très bien ainsi. C'est par la politique contractuelle, la négociation, les accords d'entreprises que doivent se régler les problèmes. Quant à la crise, elle est aussi naturelle et inévitable que les intempéries et elle nous impose des sacrifices. Le « réalisme » et la « lucidité » amènent des mutations que nous devons accepter.

médias et les milieux patronaux entre syndicats réformistes et « révolutionnaires » ! Depuis des décennies, ils ont tous la même pratique qui tourne le dos au principe de la solidarité ouvrière et cela ne peut être sans conséquence en période de crise.

Ils mettent en avant les revendications corporatistes et catégorielles. Ils exacerbent parfois les rivalités entre des usines d'une même branche, voire d'un même trust. On a vu, à Saint-Etienne, les syndicats de la M.A.S. appeler à manifester contre la fabrication d'une partie des fameux fusils Clairon chez Manurhin en Alsace !

Défenseurs inébranlables de la hiérarchie des salaires, les réformistes se frottent les mains quand ils ont obtenu une bonne grille de rémunération qui, selon eux, permet à chacun d'être payé « en fonction de ses mérites ». Et tant pis si cette grille perpétue la

quelques strapontins ministériels).

Le syndicalisme réformiste est un partenaire indispensable de la démocratie bourgeoise. A propos de la grève des mineurs britanniques, l'économiste Jean Boissonnat vient d'écrire qu'il ne faut pas se réjouir du déclin du syndicalisme (réformiste, bien sûr) car « nos sociétés sont fragiles. Elles ont besoin d'intermédiaires organisés, capables de négocier des compromis pour éviter des explosions ».

Demander 100 empocher 10 !

Après Mai 68, Maurice Duverger écrivait dans *le Monde* que le réformisme de la C.G.T. et du P.C.F. était le reflet de la mentalité ouvrière. Ce qui revenait à prétendre que les appareils syndicaux et politiques écoutent docilement leur base... Il est sûr que Duverger n'avait pas vu comme moi des permanents se démener comme des diables pour remettre au la-beur des prolos récalcitrants !

Il est vrai que les appareils écoutent leur base parfois, on l'a vu à propos de la flexibilité. Mais ça ne les empêche pas de multiplier les démarques pour renouer le fil de la conversation avec le patronat.

Quant aux ouvriers, il est exact qu'ils ne sont pas des saints et la classe ouvrière est réformiste tout naturellement en vertu du vieux principe selon lequel il vaut mieux tenir que courir. Et elle a bien raison. C'est pourquoi les anarcho-syndicalistes ne pratiquent pas une politique du « tout ou rien ». « Les anarchistes sont des gens raisonnables et de sens pratique, écrivait Sébastien Faure dans *l'Encyclopédie anarchiste*. Ils veulent 100, c'est tout. Mais s'ils ne peuvent avoir que 10, ils empochent cet acompte et réclament le reste. »

Du réformisme, oui, à condition de ne pas oublier l'objectif. Oui, si l'on donne aux revendications un contenu en concordance avec ce but. Oui, si l'on n'oublie pas le rôle formateur, le rôle pédagogique du syndicat.

Il ne s'agit pas de s'écrier : « Rien n'est possible dans ce système, seule la révolution, etc. » Le problème immédiat est celui de la lutte quotidienne contre l'austérité, contre les licenciements. De par leur nature, par leur fonction dans le régime non seulement les appareils syndicaux réformistes sont incapables d'organiser cette lutte, mais ils s'empressent, au nom du « réalisme » de négocier les abandons.

Désarmée idéologiquement par les réformistes, la classe ouvrière frappée par la crise, a été par dessus le marché démolie par les illusions perdues de l'après-mai 1981 et la débâcle de l'union de la gauche. Il revient aux anarcho-syndicalistes de faire renaître la solidarité ouvrière, la confiance dans l'organisation, dans l'action collective. Vaste programme...

Sébastien Basson

C'est la doctrine très clairement exprimée par Bergeron. Celle de Maire est la même, bien qu'enrobée d'une phraseologie « moderne » et « solidariste ».

Quant à Krasucki, si son discours est en apparence plus virulent, c'est pour conserver ce qui peut être de l'influence de la C.G.T. (et par conséquent du P.C.) dans les secteurs ouvriers les plus radicaux. Il bavarde sur la grève générale quand il sait qu'il n'y a guère de chances pour qu'elle se produise. Les dirigeants cégétistes ont toujours lancé de vibrants appels à l'action, mais chaque fois qu'une grande occasion s'est présentée — en 1963, par exemple, pendant la grande grève des mineurs et les mouvements chez Renault ; en 1968, bien sûr —, la C.G.T. s'est trouvée parfaitement à l'unisson avec les autres centrales pour faire rentrer le plus vite possible la classe ouvrière au bercail.

Les conséquences du réformisme

Ainsi apparaît bien dérisoire la distinction opérée par les

division des travailleurs en de multiples catégories et sous-catégories et fait de chaque salarié le concurrent de son voisin.

Si toutes les organisations syndicales actuelles sont imprégnées du même réformisme c'est que leurs appareils sont, finalement, tous de même nature, quel que soit le vernis idéologique dont ils se revêtent. Ils constituent, à mon sens, des excroissances bureaucratiques et leur but suprême ne peut être que de se maintenir en vie et, si possible, prospérer. Pour cela, il leur faut bien apporter quelques menues choses à leurs adhérents, le fameux « grain à moudre » de Bergeron.

Mais il ne peut être question pour eux de remettre en cause l'ordre établi dont ils sont partie intégrante (y compris la C.G.T., car le P.C. sait bien, qu'à moins de bouleversements internationaux totalement imprévisibles, il ne peut qu'aspirer à une modeste participation à la gestion du système, dans le meilleur des cas en décrochant